



Liberté • Egalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGERES

LA PRÉSENCE FRANÇAISE
DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
EN 2004

DIRECTION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES

MISSION DES FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX



MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION DES NATIONS UNIES
ET DES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES

**Mission des Fonctionnaires
Internationaux**

n° /NUOI/FI
Rédacteurs : F. BARATEAU / JM. LEBLANC
tel : 01 53 69 32 20 – fax : 01 53 69 37 99
francois.barateau@diplomatie.gouv.fr

Paris, le 17 juin 2004

NOTE

A/S : Présence française dans les organisations internationales intergouvernementales début janvier 2004

RESUME :

Plus d'un fonctionnaire international sur 10 est français, que l'on prenne en compte les effectifs totaux ou seulement la catégorie des cadres. Notre présence serait même en voie de consolidation : nos compatriotes occupent ainsi 11,7 % des postes, tous grades confondus (11,4% fin 2002 et 10,9% fin 2001) et 10,2% des effectifs des cadres (10,2% fin 2002 et 10,05% fin 2001).

Dans le système des Nations Unies, cette proportion est toutefois moindre (7,2 % au total, 6,2% dans la catégorie des administrateurs). La France y conserve son deuxième rang, derrière les Etats Unis. Parmi les cadres français, on compte un grand nombre de linguistes. A l'Union européenne, les Français progressent encore et occupent désormais la seconde place en terme d'effectifs totaux (12,4% des postes), tout en restant les plus nombreux dans la catégorie des administrateurs (13,1% des postes).

Dans le système des Nations Unies, le développement de notre présence est limité par la politique de répartition géographique qui pénalise les pays sur-représentés et par le niveau de nos contributions volontaires. Par ailleurs, la progression statistique de nos effectifs est à relativiser en termes d'influence du fait de la perte de postes de haut niveau liée à de nombreux départs en retraite. L'amélioration continue de notre offre de préparation aux concours internationaux et le maintien d'un programme substantiel de jeunes experts associés apparaissent comme des moyens efficaces d'assurer la relève et de faciliter le recrutement de jeunes Français en début de carrière.

L'enquête annuelle sur la présence française dans les organisations internationales, qui a porté sur 158 institutions réparties dans quatre grands groupes (système des Nations Unies, Union européenne, organisations coordonnées et autres organisations), a pu être réalisée par la Mission des Fonctionnaires internationaux grâce à la collaboration de nos postes diplomatiques et de la Direction du Trésor.

Elle s'est efforcée de distinguer les agents présents aux sièges et ceux travaillant dans les implantations décentralisées des organisations. Pour la première fois cette année, ce rapport a été complété par les résultats d'une enquête sur la présence française dans les missions et opérations de terrain des organisations internationales.

Les réponses ont pu être exploitées pour 148 organisations internationales seulement¹. De plus, les difficultés rencontrées dans la collecte des statistiques obligent à appréhender avec précaution les données chiffrées de l'enquête, en particulier celles relatives aux effectifs totaux qui incluent les personnels non-cadres : risques de doublon, en particulier entre les effectifs des différents sièges du secrétariat de l'ONU et ceux des fonds et programmes ; malentendus sur le champ humain de l'enquête (linguistes, consultants, personnel de recrutement local, etc...). Pour éviter les erreurs statistiques, les chiffres partiels de certaines organisations ont été indiqués, pour information, dans les tableaux, mais non pris en compte dans les totaux.

Enfin, pour plus de commodité, l'état de notre présence a été arrêté au début du mois de janvier, et non au 31 décembre de l'année précédente, comme c'était le cas jusque-là.

Cette note décrit, dans une première partie, la situation de la présence française aux sièges et dans les bureaux régionaux du système des Nations Unies, des institutions européennes, des organisations coordonnées et des autres organisations internationales. La présence française dans les missions et opérations de terrain des organisations internationales est l'objet de la seconde partie (Nations Unies, Union européenne, Bureau du Haut représentant en Bosnie-Herzégovine, OSCE). La dernière partie traite de l'action menée pour promouvoir la présence française dans les organisations internationales et des orientations à suivre.

I / La présence française aux sièges et dans les bureaux régionaux des organisations internationales

Les 148 organisations internationales intergouvernementales, dont la France est membre et qui font l'objet de cette enquête, regroupent 122.767 fonctionnaires internationaux, dont plus de la moitié (63.121) appartiennent à la catégorie des administrateurs².

Les 14.347 Français qui y travaillent représentent 11,69% de l'ensemble des fonctionnaires internationaux (contre 11,38% au 31 décembre 2002). Ils sont également bien placés dans la catégorie des administrateurs, avec 6.451 postes (10,22%, soit la même proportion qu'un an plus tôt).

¹ Il n'y a pas eu de réponse ou des réponses inexploitables pour les organisations suivantes : Banque centrale européenne, Banque des règlements internationaux, Bureau international des poids et mesures, Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, Commission de la Moselle, Commission interaméricaine du thon tropical, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Organisation internationale de la vigne et du vin, Office international des épizooties.

² La catégorie des administrateurs, qui s'apparente à la catégorie A de la fonction publique française, désigne les cadres.

C'est dans les institutions européennes que l'on trouve le plus grand nombre de Français : près de 4.300, soit environ 30% du total de nos compatriotes dans les organisations internationales. Viennent ensuite les Nations Unies, qui emploieraient 4.000 Français environ (plus de 28% des fonctionnaires internationaux français), chiffre qui paraît élevé et qui comporte sans doute des doublons.

A - Le système des Nations Unies

Le système des Nations Unies, c'est à dire le Secrétariat, les organes subsidiaires, fonds, programmes et organes conventionnels, les institutions spécialisées et les organisations proches de la famille des Nations Unies, emploie 56.533 agents (dont 30.449 administrateurs), soit près de la moitié (46%) de l'ensemble des fonctionnaires internationaux.

La France reste bien représentée avec 4.078 agents (7,21% des effectifs), dont 1.875 administrateurs (6,16%). Notre situation relative est en léger recul statistique, tant en termes d'effectifs totaux (7,27% en 2002) que dans la catégorie des cadres (6,23% en 2002).

Nous conservons cependant notre deuxième position à l'ONU dans les deux classements, loin derrière les Etats-Unis, qui comptent environ 4.400 administrateurs, mais devant la Grande Bretagne (environ 1.660), l'Allemagne (1.040) et l'Italie (910).

1) Le Secrétariat

↳ Dans les quatre implantations du Secrétariat des Nations Unies, à New York, Genève, Vienne et Nairobi, notre présence, bien qu'inférieure à notre moyenne générale dans les organisations internationales, reste conséquente : on compte 330 Français sur 6.714 agents, soit 4,91%. Dans la catégorie des administrateurs, on trouve 225 Français sur 3.216, soit 7% de l'effectif. Toutefois, si l'on exclut les traducteurs et interprètes, nous passons à la troisième place, après les Britanniques.

La répartition des Français est très inégale dans les différentes implantations des Nations Unies : ils sont très nombreux à l'Office des Nations Unies à Genève (14,06% des effectifs), mais beaucoup moins à Nairobi (5,61%), à Vienne (3,71%) et à New York (3,58%). Toutefois, dans la catégorie des administrateurs, sur laquelle « l'effet siège » a une influence moindre, ce déséquilibre est moins prononcé : les Français représentent ainsi 11,93% des cadres à Genève, 6,01% à Vienne, 5,88% à Nairobi et 5,54% à New York.

Si l'on s'en tient aux 2.492 postes d'administrateurs soumis à répartition géographique –pour lesquels trois facteurs sont pris en compte : la « population » (5%), la « qualité de membre » (40%) et la « contribution » (55%)–, la France repasse cette année « dans la partie haute de sa fourchette » (82 / 111), les 101 postes occupés par des compatriotes étant supérieurs au « point médian » de 96,5.

↳ Avec 4.974 fonctionnaires, dont 2.111 administrateurs, les services implantés au siège de New York regroupent près de 60% des effectifs de l'ensemble du Secrétariat des Nations Unies. Bien qu'en recul, nous nous y maintenons à la seconde place, tant globalement (178 Français, soit 3,58%) que chez les administrateurs (117 cadres français, soit 5,54%, contre 5,75% en 2002), toujours loin derrière les Américains (340 cadres) et devant les Britanniques (102).

↳ La présence française à la Cour internationale de Justice est soutenue. Sur 92 agents, il y a 30 Français (32,61% des effectifs). Notre place est encore plus forte dans la catégorie des administrateurs, dans laquelle les 14 Français constituent le tiers des

effectifs (33,33%). Des Français occupent le poste de greffier adjoint et deux des trois postes de juristes de grade P5.

2) Les organes subsidiaires, les fonds et programmes et les organes conventionnels (17.117 agents)

Stable d'une année sur l'autre, notre présence y est assez modeste, autour de 5%. Les cinq organisations aux effectifs les plus nombreux sont :

↳ Le Haut commissariat des N.U. pour les réfugiés (HCR - 4.410 agents, dont 231 Français, soit 5,24%) : si nous sommes toujours, grâce à la localisation à Genève, les mieux représentés au niveau des effectifs globaux, nous sommes seconds, après les Etats-Unis, chez les administrateurs (85 agents, soit 6,23% contre 9,1%). Notre présence est plus faible dans les missions de terrain du HCR qui emploient 80% des effectifs de l'Organisation : 5,8% des postes d'administrateurs.

↳ Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD - 2.011 agents, dont 91 Français, soit 4,53%). Nous perdons cette année notre position de second au profit des Britanniques, tant pour les effectifs totaux que pour les administrateurs : 86 cadres français dont 17 jeunes experts associés, soit 5,31%, contre 87 Britanniques, les Américains restant loin devant avec 173 cadres. Notre compatriote, M. Jacques Loup, Directeur adjoint du Département Afrique, qui partira à la retraite en septembre 2004, sera remplacé par un Américain.

Nous sommes mieux représentés dans les bureaux régionaux (5,7% des cadres, dont 6 représentants résidents) qu'au siège (4,6% des cadres). Nos effectifs se maintiennent grâce aux contrats à durée limitée mais ceux-ci ne permettent pas de déboucher sur des postes importants, la meilleure voie d'accès restant le concours du programme "LEAD." En outre, la politique d'équilibre Nord-Sud ne favorise pas les candidatures françaises.

↳ Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF - 1.917 agents, dont 104 Français soit 5,43%). Après une lente érosion, le nombre de nos administrateurs est en hausse (103 Français, soit 5,38%, contre 89 en 2002). Si nous sommes au troisième rang, nous sommes peu représentés au siège (67% des agents du Fonds sont implantés sur le terrain), avec la présence d'un seul cadre français de grade D1, M. Pascal Villeneuve, Chef de la Section Santé.

↳ Au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI-Y - 1.233 agents, dont 67 Français, soit 5,43%), la présence française a diminué (38 administrateurs français, soit 7,44% des effectifs de cette catégorie, contre 8,29% en 2002). Il faut toutefois souligner que le tribunal est entré dans une phase de décélération ses travaux et devrait cesser son activité en 2010.

↳ Le Programme alimentaire mondial (PAM – 1.067 agents, dont 50 Français, soit 4,69%). Après plusieurs années de lente diminution, notre présence chez les administrateurs semble augmenter à nouveau (49 agents, soit 4,67%, contre 40 en 2002), mais est inférieure à celle des Américains, des Italiens, des Britanniques et des Canadiens. Nous ne sommes pas mal représentés au regard de notre contribution financière.

3) Les institutions spécialisées et l'AIEA (17.521 agents)

L'ampleur de notre présence dans ces organisations varie fortement selon leur localisation : de 12 à 37% des effectifs pour celles, OMS, OIT, UIT ou UNESCO, implantées à Genève ou à Paris, mais guère plus de 4 à 5% pour celles OAA ou AIEA, situées à Rome ou à Vienne.

↳ A l'Organisation mondiale de la santé (OMS - 3.955 agents, dont 418 Français, soit 10,57%), nous demeurons les plus nombreux. En revanche, avec 105 postes d'administrateurs (6,86% des postes de cette catégorie), nous sommes bien après les Américains (172 postes), mais dans une situation équivalente aux Britanniques. Notre présence résiste assez bien malgré les nombreux obstacles (répartition géographique, financement,...), en particulier aux postes de haut niveau (un sous-directeur général et un directeur régional).

↳ A l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA - 3.795 agents, dont 202 Français, soit 5,32%), notre présence reste stable, y compris parmi les administrateurs (107 Français, soit 7,69%). Nous nous situons toujours en 4ème position, derrière les Américains (165 cadres), les Italiens (143) et les Britanniques (113). Les départs en retraite de hauts fonctionnaires français devraient également affecter nos positions, de même que l'adoption en 2003 de nouveaux critères de répartition géographique qui placent désormais la France dans les pays largement sur-représentés (le haut de notre « fourchette » étant désormais de 61, alors que le nombre de postes soumis à répartition géographique et occupés par des Français est de 87).

↳ A l'Organisation internationale du travail (OIT – 1.857 agents, dont 303 Français, soit 16,32%), notre présence s'est renforcée. Dans la catégorie des administrateurs nous occupons 7,71% des postes (46 cadres, contre 6,74 l'année dernière), mais sommes cependant moins nombreux que les Américains (13%). Alors que l'influence traditionnelle de notre culture juridique a tendance à s'éroder au profit de l'anglo-saxonne, les prochains départs en retraite de Français haut gradés et le faible niveau de nos contributions volontaires (nous chutons au 12ème rang en 2003) risquent, à terme, de peser négativement sur nos positions.

↳ A l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA - 2.127 agents, dont 91 Français, soit 3,81%), notre présence reste stable mais nettement insuffisante en dépit d'une amélioration continue de notre taux de présence depuis 1996 aux postes d'administrateurs, passé de 50 à 60% du quota théorique auquel nous pouvons prétendre sur la base du niveau de notre contribution au budget régulier (51 cadres français, soit 5,23%). Nous comptons toutefois deux postes D-1 : le Directeur de la planification et de la coordination et le Directeur du Bureau de vérification nucléaire en Iraq.

↳ Si notre présence est encore à un niveau très élevé à l'Organisation des N.U. pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), tant sur le plan des effectifs totaux (408 Français, soit 23,49% des 1.737 agents) que des administrateurs (95 postes soit 11,86%), plusieurs facteurs se conjuguent cependant pour menacer nos positions : nombreux départs à la retraite ; multiplication du nombre des postes financés sur fonds extrabudgétaires par des pays comme l'Italie, les Pays-Bas, les pays nordiques et surtout le Japon ; volonté du Directeur général d'améliorer la répartition géographique, par le biais notamment de la politique de recrutement ; retour à l'UNESCO des Etats Unis qui contribuent à hauteur de 22% à son budget régulier.

4) Les organisations intergouvernementales proches du système des Nations Unies (15.089 agents)

↳ A l'Organisation mondiale du Commerce (OMC - 602 agents, dont 171Français, soit 28,41%), la consolidation de notre situation générale, pourtant déjà privilégiée, se confirme, y compris dans la catégorie des administrateurs (40 Français, soit 13,94%, contre 13,43% en 2002). Cependant, notre présence n'est plus que de 3,8% parmi les cadres des divisions opérationnelles (hors services administratifs), à comparer avec notre part de 5,2% dans le commerce mondial. Cette situation contraste avec celle d'autres pays comme le Canada (12,1% des cadres dans les divisions opérationnelles pour 3,9% du marché) ou le Royaume-Uni (8,3% de postes pour une part de 5,7%).

↳ Le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international regroupent 14.070 agents, soit plus de 11% de l'ensemble des fonctionnaires internationaux. Nos compatriotes y sont toujours peu nombreux : 453 Français (3,22% du total), dont 370 cadres sur 9.476, soit 3,90%.

Dans les institutions du Groupe de la Banque mondiale, qui ont poursuivi leur politique de recrutement engagée en 2002 (+4,8% des effectifs portés, à 11.368 agents aujourd'hui), la proportion de Français se maintient en termes généraux (345 Français, soit 3,03%), mais se redresse chez les administrateurs (282 Français, soit 3,75%, contre 3,67% en 2002). Au sein du G8, nous restons au troisième rang en termes de ressortissants, loin derrière les Américains (23% des administrateurs) et continuons à faire partie des pays développés sous-représentés, au même titre que l'Allemagne et l'Italie. D'un point de vue qualitatif, notre position s'est renforcée à tous les grades, mais nous ne comptons toujours pas de directeurs pays.

Après une détérioration en 2002, notre présence revient à son niveau de 2001 au FMI (108 Français sur 2.702 agents, soit 4%, contre 3,84% l'année dernière), une évolution positive dans un contexte de très faible augmentation de personnel. Cette amélioration, grâce notamment à plusieurs promotions, concerne également les administrateurs (88 Français, soit 4,49%) mais reste encore à confirmer dans les départements stratégiques et les directions géographiques. Dans le dernier rapport sur la diversité, la France était encore mentionnée parmi les pays développés sous-représentés.

B – Les institutions européennes

Le «système européen» qui regroupe les institutions européennes et les organismes communautaires décentralisés, emploie plus du quart de l'ensemble des fonctionnaires internationaux (34.450 agents³), dont près de la moitié -16.125 personnes- sont administrateurs).

Notre taux de présence global continue à progresser (12,40% contre 12,11% en 2002 et 11,97% en 2001) et se stabilise dans la catégorie des cadres (13,11% contre 13,29% en 2002 et 12,91% en 2001). Avec 2.114 administrateurs, la France est toujours en première position, devant l'Allemagne (environ 1.980 cadres), l'Italie (1.770) et le Royaume-Uni (1.630).

↳ Avec 22.092 agents, la Commission européenne est, de très loin, le premier employeur européen. Les Français progressent légèrement au plan des effectifs totaux (12,05% des postes) et se maintiennent dans la catégorie des administrateurs (14,04% - 1.515 Français- dont 146 « experts nationaux détachés » et 24 « jeunes experts en délégation ») où ils occupent la première place, devant les Allemands (1.354 administrateurs), les Italiens (1.232), les Belges (1.162) et les Britanniques (1.065). De plus, et contrairement au système des Nations Unies, nous comptons relativement peu de linguistes parmi nos administrateurs (moitié moins que les quatre nationalités citées précédemment).

↳ Le Parlement emploie 3.527 agents, dont 453 Français (12,84%). Si les Français se maintiennent au second rang dans les effectifs totaux après les Belges, ils sont les plus nombreux dans la catégorie des administrateurs, lorsqu'on ne prend pas en compte les linguistes : 80 cadres français (15,69%) contre 66 Italiens, 64 Allemands et 53 Britanniques.

↳ Au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (2.758 agents, dont 211 Français, soit 7,65%), nous restons moins bien représentés que dans les autres institutions européennes, tant pour l'ensemble des personnels que pour les administrateurs (102 cadres français, soit 8,65%). En dépit d'une nette progression (73 cadres et 7,19% en

³ Par manque d'informations, les effectifs de la Banque centrale européenne n'y sont pas compris cette année.

2002), les Français n'arrivent qu'en quatrième position, après l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

C - *Les six organisations dites « coordonnées »*

Les organisations coordonnées qui appliquent un système concerté de rémunérations et de règles statutaires sont : l'Agence spatiale européenne (ASE), le Conseil de l'Europe (CE), le Centre européen pour les Prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMMT), l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et ce qui reste de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Les quelque 9.061 agents employés par les organisations coordonnées ne représentent qu'un peu plus de 7% de l'ensemble des fonctionnaires internationaux.

Servis par la localisation de ces organisations (Paris, Strasbourg, Bruxelles), les Français y confirment leur première place, tous grades confondus (2.443 Français, soit 26,96%) et dans la catégorie des administrateurs (931 Français, soit 19,84%). C'est dans ce groupe d'organisations que notre taux de présence est le plus fort.

↳ A l'OTAN (3.371 agents, dont 402 Français, soit 11,93%), notre présence globale se maintient et progresse même légèrement dans la catégorie des administrateurs (177 Français soit 12,66% contre 12,46% l'an passé). Nous restons le premier contingent national tous grades confondus et occupons la deuxième place, après les Britanniques (205 cadres), mais devant les Américains (173) en terme d'administrateurs. Le récent élargissement de l'Alliance à de nouveaux membres ne devrait pas faciliter le recrutement de nationaux des pays déjà bien représentés comme la France.

↳ A l'OCDE (1.945 agents), notre présence reste très élevée. Nous représentons 39,49% des effectifs totaux (768 Français) et 25,39% des cadres (243 sur 957) où nous nous situons bien devant nos partenaires américains (124 cadres), Britanniques (109) et Allemands (65). Notre présence s'est renforcée en 2003 avec l'accession de notre compatriote Claude Mandil au poste de Directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie. En conquérant ce poste hors cadre, nous consolidons notre position au meilleur niveau (les Etats Unis occupent deux postes hors cadre, l'Allemagne, le Japon, l'Islande et la Nouvelle Zélande, un chacun). Si aucun compatriote n'occupe l'un des 4 postes de Secrétaire général adjoint de l'OCDE, 4 Directeurs sur 22 sont maintenant français. En cumulant les postes de haut niveau (hors classe, A7 et A6), notre pourcentage reste identique à celui de fin 2002 : 16,6%. Les perspectives d'amélioration supplémentaire de notre présence apparaissent donc limitées par l'importance des postes stratégiques obtenus par des Français depuis deux ans et par le renouvellement significatif des agents de haut niveau depuis trois ans.

↳ Après une nette progression générale l'année dernière, notre présence se maintient à haut niveau à l'Agence Spatiale Européenne (1.912 agents, dont 449 Français, soit 23,48%) et se consolide même chez les administrateurs (334 cadres français sur 1.530, soit 21,83%, contre 21,55% en 2002), où nous conservons notre première place devant les Italiens (299), les Allemands (295) et la Grande Bretagne (148). Les postes de Directeur général, Directeur de l'administration et Directeur de l'observation de la terre sont occupés par des Français.

↳ Au Conseil de l'Europe (1.589 agents) où nous faisons partie du groupe des principaux contributeurs (12,47% du budget ordinaire), les 774 fonctionnaires français représentent près de la moitié des effectifs (48,71%). Dans la catégorie des administrateurs, nous occupons 23,50% des postes (145 Français), en dépit d'une certaine érosion dans les postes élevés liée aux départs à la retraite 25,29% en 2002. La relève est difficile à assurer car le Conseil de l'Europe qui ne crée plus de postes nouveaux depuis plusieurs années, mène une politique de titularisation des contractuels qui tend à

pérenniser les effectifs.

D - Les autres organisations internationales

Ce groupe se compose d'une soixantaine d'organisations, parfois de très petite taille, à caractère financier, commercial, économique, politique, juridique, scientifique ou culturel qui ne se rattachent à aucune des trois catégories précitées. Leurs 22.723 agents représentent plus de 18% de l'ensemble des fonctionnaires internationaux retenus dans cette enquête. Avec 3.555 fonctionnaires (soit 15,64% de l'effectif total), la France y est dans l'ensemble bien représentée, y compris dans la catégorie des administrateurs (12,91%).

Toutefois, notre représentation varie considérablement d'une organisation à l'autre, atteignant des niveaux exceptionnels dans certaines, souvent implantées en France ou à proximité (plus de la moitié des effectifs à l'OIPC / Interpol, à Lyon) et médiocres dans d'autres (moins de 3% à l'Organisation pour l'Interdiction des armes chimiques / OIAC, à La Haye)⁴.

↳ Avec 5.821 agents, essentiellement répartis entre le siège de Munich et le bureau de La Haye, l'Office européen des Brevets (OEB) est la plus importante de ces organisations en termes d'effectifs. Notre bonne représentation y progresse encore d'une année sur l'autre : 993 Français, soit 17,06% des effectifs totaux et 726 administrateurs français sur 4.052, soit 17,92% des postes dans cette catégorie, contre 18,25% en 2002).

↳ Notre taux de représentation reste très élevé à l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (CERN) - 2.507 agents, où nous occupons 41,01% des postes) en dépit du fléchissement continu de la place des administrateurs français. Les 236 cadres français sur 1.153, soit 20,47% (contre 21,73% en 2000), restent le premier contingent national, devant le Royaume-Uni (178 cadres), l'Italie (163) et l'Allemagne (148).

↳ A Eurocontrol (2.131 agents), les Français, avec 15,34% des postes et 20,03% dans la catégorie des administrateurs (124 agents sur 619), se situent en première position, derrière les Belges, ressortissants du pays-siège. Nous sommes bien placés dans les grades de Directeurs (2 sur 12). Les mandats de ceux-ci arrivant à échéance au printemps 2005, notre représentation pourrait cependant faiblir sur les postes de haut niveau.

↳ Parmi les 1300 agents de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), 293 travaillent au siège, dont 11 sont français (3,7%). Nos efforts en matière de mises à disposition dans les missions de terrain de l'organisation (cf. §2 C) ne se trouvent pas encore récompensés par une réelle augmentation des effectifs français au Secrétariat et dans les trois Institutions de l'OSCE dont nous ne sommes que le 10^{ème} bénéficiaire : nous n'y occupons que 6 des 195 postes de cadres, soit un taux de 3,1%, très inférieur à notre quote-part au budget ordinaire de l'Organisation (9,1%) et bien loin des Allemands (7,2%), des Britanniques (10,3%) et des Américains (11,3%). M. Didier Fau a été nommé en avril 2004, Directeur de cabinet du Secrétaire général, ce qui met fin à une absence flagrante de Français aux postes de responsabilité.

↳ La Cour pénale internationale (CPI) emploie 148 agents dont 14 Français, soit un taux de présence moyen de 9,46%. Parmi ses 68 administrateurs se trouvent 6 Français (8,82%), dont le Greffier de la Cour, élu par les juges et non recruté directement par la CPI, pour 5 administrateurs britanniques, 4 allemands et 2 italiens. Ce chiffre a priori satisfaisant est à relativiser par le fait qu'à l'exception du greffier, aucun Français ne figure

⁴ La part relative des Français dans ces organisations n'a qu'une faible signification pour celles de très petite dimension, comme la Commission internationale pour la protection du Rhin, à Coblenze, qui ne compte que cinq Etats-membres.

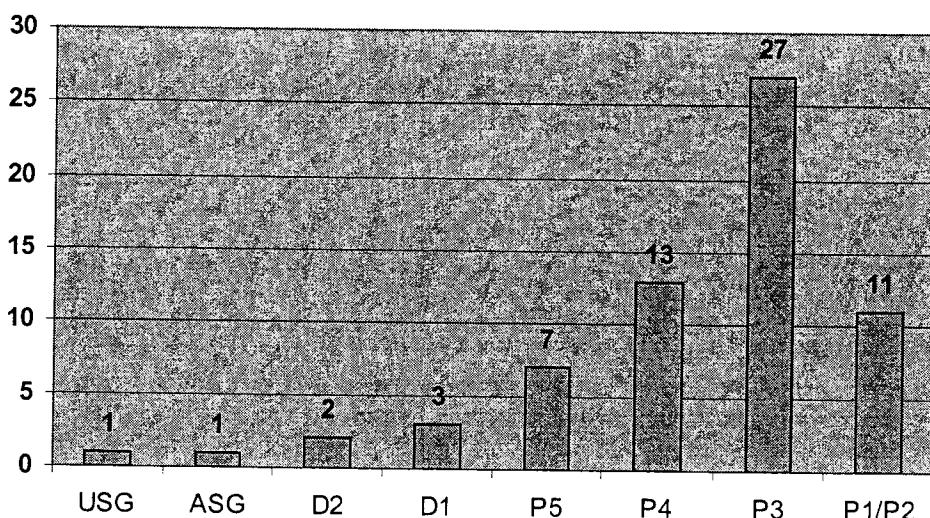
à un niveau élevé (aucun P-5, D-1 ou D-2) ou n'occupe de poste stratégique au bureau du Procureur et que par ailleurs, parmi nos 6 administrateurs français, 2 sont des linguistes.

II / La présence française dans les missions et opérations de terrain

Pour la première fois cette année, la Direction des Nations Unies a procédé à une enquête sur la présence française dans les missions et opérations qui se déroulent sous l'égide des Nations unies, l'Union européenne et l'OSCE, ainsi qu'au Bureau du Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine. Ont été uniquement pris en compte les personnels civils. Les personnels de ces opérations étant extrêmement mobiles, leur évaluation statistique n'est pas aisée car elle peut facilement varier selon les périodes de temps de référence.

A – Les missions et opérations gérées par le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) : 2,5% de Français

Sur les 3.880 personnes employées par le DOMP dans les opérations de maintien de la paix et certaines missions de consolidation et de rétablissement de la paix, 97 sont françaises, soit 2,5% de l'effectif total, tous grades confondus. Il y a 65 administrateurs dont le tableau ci-dessous donne la répartition par grade :



Source : ONU - DOMP - avril 2004

Le tableau de répartition de ces 65 administrateurs français dans les 26 missions ou opérations de l'ONU ne fait malheureusement pas apparaître les effectifs des autres nationalités. Il est donc impossible d'établir des comparaisons. Quoiqu'il en soit, on trouve des Français dans 13 des 26 missions ou opérations de l'ONU.

↳ La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) est dirigée par un de nos compatriotes, M. Jean Arnault, Représentant spécial du SGNU.

Pour le reste, les opérations ou les Français sont les mieux placés sont la MONUC et la MINUK :

↳ La Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) est celle qui emploie le plus grand nombre de cadres français civils (25). Servis par le fait que la RDC est un pays francophone, nos compatriotes sont parmi les mieux représentés, toutes catégories confondues, avec environ 6% des postes, après les Américains et à égalité avec les Canadiens.

En ce qui concerne les postes de haut niveau, la France est nettement en tête avec un poste « D-2 » (la Chef du bureau de Bunia), 2 postes « D-1 » (la Directrice de l'information et le Responsable du projet police) et 3 postes P-5 (Chef de la sécurité, Conseiller principal pour les affaires politiques, Chef des services administratifs).

↳ Nous sommes également bien représentés au sein de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK - piliers I et II sous l'égide directe de l'ONU) qui compte 17 cadres français civils dont plusieurs occupent des postes de haut niveau :

- le préfet Cady, Chef du pilier I « Police-Justice », Représentant spécial adjoint du Secrétaire général ;
- M. Patrice Coeur-Bizot, adjoint au Chef du pilier II "Administration civile" ;
- M. Jean Guinard, administrateur régional à Pristina.

↳ En avril 2004, nous comptions entre 1 et 5 compatriotes dans chacune des missions ou opérations suivantes :

- Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : 5
- Mission d'appui des NU au Timor oriental (MANUTO) : 4
- Mission des NU en Éthiopie et en Erythrée (MINUEE) : 3
- Mission des NU au Liberia (MINUL) : 3
- Mission d'assistance des NU pour l'Irak (MANUI) : 2
- Opération des NU au Burundi (ONUB, ex-BNUB) : 1
- Mission de vérification des NU au Guatemala (MINUGUA) : 1
- Mission des NU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) : 1
- Mission des NU en Sierra Leone (MINUSIL) : 1
- Opérations des NU en Côte d'Ivoire (ONUCI) : 1
- Bureau du Coordinateur spécial des NU pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO) : 1

↳ En revanche, il n'y avait pas de cadres français dans les missions ou opérations suivantes :

- Bureau d'appui des NU pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS) ;
- Bureau d'appui des NU pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA, 1 Français de grade FS-OL) ;
- Bureau du RSSG pour la région des Grands Lacs ;
- Force intérimaire des NU au Liban (FINUL) ;
- Force des NU chargée d'observer le désengagement (FNUOD) ;
- Mission d'observation des NU à Bougainville (MONUB) ;
- Mission d'observation des NU en Géorgie (MONUG) ;
- Organisme des NU chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST) ;
- Force des NU chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) ;
- Bureau du Représentant spécial du SGNU pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) ;
- Groupe d'observateurs militaires des NU dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) ;
- Bureau politique des NU pour la Somalie (UNPOS) ;
- Bureau d'appui des NU pour la consolidation de la paix au Tadjikistan (UNTOP).

B – Les opérations de l'Union européenne

Il s'agit des opérations gérées par le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne dans le cadre de la PESC.

↳ Basée à Sarajevo, la Mission européenne de contrôle et de médiation en ex-Yougoslavie (EUMM), qui a pour but de contribuer à l'élaboration de la politique de l'Union européenne dans les Balkans, emploie 17 cadres civils français, soit bien plus que d'Allemands (9) et de Britanniques (4). Deux Français occupent des postes de haut niveau : Mme Maryse Daviet, ministre plénipotentielle, Chef de la Mission et M. Gilles Leray, Chef du bureau de Belgrade.

En outre, sur le plan militaire, la France fournit 16 officiers et sous-officiers sur les 105 personnels de l'EUMM (15,2%). Le Chef d'Etat Major est le colonel français Dominique Grégoire.

↳ Au sein de la Mission de Police de l'Union Européenne (MPUE) basée à Sarajevo, les Français sont en revanche sous-représentés aux postes d'administrateurs civils recrutés sur contrat international : 3 Français sur 61 (4,9%), pour 10 Britanniques (16,4%), 6 Allemands, 6 Italiens et 6 Espagnols (9,8% chacun), alors que l'implication de notre pays est importante.

En effet, selon les relèves, la France y assure le premier ou le deuxième contingent. Fin mars, on y comptait ainsi 86 Français sur 534 personnels internationaux (soit 16,1%) - pour 89 Allemands - pour la plupart des gendarmes et policiers mis à disposition. Nous avons toutefois le poste d'adjoint au chef des opérations, actuellement occupé par le Général André Maire et celui de Conseiller du Ministre de la sécurité.

↳ La mission PROXIMA, en Macédoine, a pour but de conseiller la police locale afin de l'aider à s'approcher des standards européens. Nous comptons 3 compatriotes au sein de cette mission sur un total de 18 cadres civils. Par ailleurs, 168 policiers y sont déployés, dont le colonel de gendarmerie Alain Labrat, qui occupe le poste de Chef des opérations, adjoint au Chef de Mission.

C – Les missions de terrain et antennes de l'OSCE

A l'OSCE, dans les 17 missions de terrain, sur un total de 872 administrateurs toutes nationalités et tous statuts confondus⁵, 66 sont français, soit un taux de 7,57%. Par comparaison, les Britanniques sont 11,5%, les Allemands et les Américains proches de 10%. Parmi ces Français, 63 sont mis à disposition par la France et ne sont donc pas sous contrat de l'Organisation (notre pays est le 4^{ème} contributeur en matière de mises à dispositions, après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne).

Les données statistiques font apparaître une bonne représentation des experts français sur des postes S1 (jeunes cadres). Notre présence s'améliore aux postes à niveau de responsabilité intermédiaire (S2/S3), grâce notamment à la mise en place, en décembre 2003, d'une nouvelle grille indiciaire différenciée. Elle est cependant encore insuffisante aux niveaux de direction (S4) dont les Français n'occupent que 5 des 59 postes :

- Deux chefs de mission (sur 17) : M. Pascal Fieschi (Kosovo - Pilier OSCE de la MINUK) et M. Yves Bargain (Tadjikistan) ;
- M. Maurice Bonnot, Chef de la mission d'observation des frontières en Géorgie ;
- Le Général de Courtivron, Chef du Centre régional de Tuzla (sera remplacé par un autre français, le Général Seara fin juin 2004) ; M. Michel Dreneau, Représentant régional au sein de la mission en Croatie.

⁵ Dans le cas de l'OSCE, il n'est pas possible de distinguer les personnels civils des autres, comme les policiers et militaires.

Mi-juin 2004, les effectifs français dans les missions et centres de l'OSCE se répartissent comme suit :

- Mission au Kosovo : 20 sur 256 personnes toutes nationalités confondues
- Mission en Bosnie-Herzégovine : 14 / 122
- Mission en Géorgie : 10 / 106
- Mission en Croatie : 4 / 61
- Mission en Macédoine : 4 / 122
- Mission en Serbie-Monténégro : 4 / 59
- Présence en Albanie : 3 / 28
- Centre au Tadjikistan : 3 / 17
- Centre au Kirghizistan : 2 / 4
- Bureau en Arménie : 1 / 7
- Mission en Moldavie : 1 / 10

D – Le Bureau du Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine (BHR)

Parmi les 117 internationaux qu'emploie le BHR sous l'autorité de Lord Paddy Ashdown, 19 sont des Français (soit 16,2%), ce qui nous place en 3ème position, derrière les Etats-Unis (20%) et le Royaume-Uni (17%).

La France met à disposition plusieurs fonctionnaires sur des postes de responsabilité : M. Bernard Fassier, Adjoint du Haut Représentant, Chef du Pilier Etat de Droit ; M. Patrice Dreiski, Adjoint du Haut Représentant et Chef du Département politique ; M. Bernard Pierre, juge pour la lutte contre le crime économique et la corruption à la Cour d'Etat ; deux officiers et cinq sous-officiers de la Gendarmerie et de la Police nationale.

Les Français recrutés sur contrat international occupent des postes de moindre rang : M. Michel Rivollier, Coordinateur spécial auprès du Chef du Pilier Etat de Droit ; Mme Marie Grandjouan, Procureur international au sein de l'Unité de lutte contre le crime organisé et la corruption ; M. Julien Berthoud, Responsable de la Division politique du BHR à Mostar.

III / L'action menée et les voies à suivre

Plusieurs facteurs ne sont pas favorables au renforcement de notre présence dans les organisations internationales :

- recrutements fondés sur une politique de répartition géographique qui pénalise les nationalités sur-représentées ;
- mouvement de départs à la retraite des fonctionnaires internationaux français en position de responsabilité ;
- recul du concept de carrière internationale ;
- spécialisation des recrutements qui valorise les cursus universitaires anglo-saxons ;
- impossibilité de s'appuyer sur un niveau élevé de contributions volontaires ;
- recul effectif de l'usage du français comme langue de travail.

Une action à plusieurs niveaux, coordonnée entre les différents acteurs français intéressés, est nécessaire pour y faire face.

A – Favoriser le recrutement des jeunes professionnels

Compte tenu de l'importance de la promotion interne dans le système de l'Onu et dans les institutions européennes, il convient de favoriser le recrutement de jeunes Français pour alimenter le vivier des compatriotes fonctionnaires de rang intermédiaire et supérieur.

1) La voie des concours

↳ Le concours des Nations Unies : bons résultats français en 2003

Notre pays, traditionnellement sur-représenté à l'Onu, étant en passe, à cause des départs en retraite, d'arriver au point médian de sa « fourchette de répartition géographique équitable », le Secrétariat des Nations Unies a, en 2003, pour la deuxième année consécutive, ouvert aux Français les concours de recrutement d'administrateurs de grade P-2. Un centre d'examen avait pu être mis en place à Paris, grâce au soutien financier et humain du Département.

Sur les 281 Français convoqués, 172 ont passé l'examen : 18 d'entre eux ont été admis, soit un taux de réussite de 10,5%. Ils sont répartis entre les filières économie (5), finances (3), technologie de l'information (4), affaires juridiques (4), science (1) et statistiques (1). Alors que les candidats français représentaient 8% de l'ensemble des candidats des 50 nationalités autorisées à concourir, nos lauréats obtiennent 11,3% des 160 postes offerts. Il faut rappeler que les lauréats sont inscrits sur une liste d'attente jusqu'à ce qu'on fasse appel à eux (en général dans un délai compris entre trois mois et deux ans).

Le nombre d'administrateurs français pour les postes soumis à répartition géographique étant bien au-dessus du point médian de notre fourchette de représentation (cf. § I A 1), les Nations Unies ne devraient pas ouvrir leurs concours aux Français avant 2006.

↳ Les concours de l'Union européenne

La fonction publique européenne est pour l'essentiel une fonction publique de carrière, recrutée par la voie de concours auxquels les ressortissants des Etats-membres se présentaient jusqu'à fin 2002 sur un pied d'égalité.

La dernière vague d'élargissement a eu pour conséquence, à partir de l'an dernier, l'organisation de concours par nationalité pour les dix nouveaux Etats-membres. Parallèlement, le nouvel Office européen de sélection du personnel prévoit de continuer à recruter les ressortissants des Quinze jusqu'à l'an 2010, à hauteur d'environ 600 fonctionnaires par an. Nos compatriotes avaient traditionnellement un bon taux de réussite aux concours, jusqu'à un fléchissement constaté ces dernières années, au profit en particulier des Allemands, mieux préparés à la méthodologie des questionnaires à choix multiples grâce à des formations organisées par l'Auswaertiges Amt.

Pour contrer cette évolution défavorable, le Centre des études européennes de Strasbourg (CEES), organisme sous tutelle du ministère de la fonction publique, a mis en place sur fonds propre, dès janvier 2003, une cellule de préparation aux concours communautaires.

Ouvertes au public, moyennant une participation financière de l'ordre de 450 € pour une session de deux jours, à Paris ou Bruxelles, ces préparations sont adaptées aux trois grandes étapes qui caractérisent habituellement les concours européens : questionnaires à choix multiples, épreuve écrite et épreuve orale. Des entraînements spécifiques en temps réel sur des QCM sont par ailleurs mis à disposition sur le site internet du CEES www.cees-europe.fr. Des préparations ad hoc peuvent également être mises en œuvre, avec l'aide du S.G.C.I., à la demande des administrations.

En 2003, le CEES a organisé 32 sessions de préparation intensives et de courte durée -dont la moitié pour les ressortissants des nouveaux Etats-membres- pour des concours de recrutement, soit de fonctionnaires communautaires généralistes, soit et c'est

plus souvent le cas, de spécialistes dans des domaines variés : relations extérieures, ressources humaines, agriculture, environnement, recherche, etc. Le taux de réussite à la première partie des épreuves (QCM) du dernier concours des candidats formés par le CEES a été de 46%, contre un taux général de présélection des candidats aux concours de 15%.

2) Aider au recrutement en début de carrière

↳ La Mission des Fonctionnaires internationaux s'efforce de faciliter les stages pour les jeunes diplômés, afin de leur permettre de se familiariser avec le système des organisations internationales et de faciliter ensuite leur embauche. Depuis l'automne 2003, l'une de ses anciennes collaboratrices est chargée du programme de stages au Secrétariat de l'ONU. Une politique plus active impliquerait le financement de bourses de stage.

↳ Le Programme des « Jeunes Experts Associés / Junior Professional Officer (JPO) » permet à de jeunes diplômés possédant déjà une expérience professionnelle de bénéficier d'un contrat de 2 ans au sein d'organisations intergouvernementales du système des Nations Unies.⁶

Ce programme a incontestablement un effet positif sur les possibilités d'emploi. Une enquête réalisée en 2003 par la Mission des Fonctionnaires internationaux (MFI) auprès d'anciens jeunes experts, afin de mesurer leur taux de réemploi par les organisations internationales fait apparaître que 76% des personnes ayant répondu bénéficiaient d'un contrat dans une organisation internationale six mois après la fin de leur contrat de JPO⁷ : la moitié a signé un contrat avec l'organisation dans laquelle ils avaient été affectés en tant que JPO ; 20% ont obtenu un contrat dans une autre organisation du système de l'ONU et 6% ont signé un contrat avec une organisation hors du système onusien. Parmi ceux qui, 6 mois après la fin de leur JEA, n'étaient pas entrés dans une organisation internationale, la majorité l'ont fait par choix (emploi décevant ou meilleures opportunités ailleurs) ou pour des raisons d'ordre personnel (contraintes familiales). Il ressort enfin de cette enquête que le taux de réemploi est plus élevé pour les JPOs ayant travaillé au siège (88 %) que sur le terrain (61%).

↳ Certaines organisations internationales –comme la Banque Mondiale et l'OCDE– proposent, sur leurs fonds propres, des programmes pour jeunes professionnels (« young economists » pour le FMI). Cette voie réussit rarement aux candidats français, désavantagés par des critères de sélection anglo-saxons qui leur sont peu familiers. A cet égard, une adaptation de l'offre française de formation paraît également nécessaire.

B – Susciter et soutenir les candidatures françaises

1) La Mission des Fonctionnaires internationaux poursuit son action systématique d'information, de prospection, d'aide à la recherche de postes et de soutien aux candidatures.

↳ Le site internet de la MFI a reçu, en moyenne, plus de 40.000 visites par mois au cours des huit derniers mois, contre 35.000 durant la même période de 2002-2003. Les pages les plus consultées sont celles qui concernent les avis de vacance de postes dans les organisations internationales, qui recensent chaque semaine plusieurs centaines

⁶ Financé par une vingtaine de donateurs étatiques et l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), le programme JPO concerne entre 1.000 et 1.500 jeunes experts pour un coût annuel d'environ 120 \$ millions. Les Etats les plus généreux sont les Pays-Bas (350 jeunes experts), le Danemark (140), l'Italie (135), le Japon (130), la Suède (100), la France et l'Allemagne (80 chacun) et la Belgique (60).

⁷ On peut néanmoins penser que, parmi les anciens JPO qui n'ont pas répondu à l'enquête, la proportion de ceux qui n'ont pas obtenu de contrat est plus élevée.

d'offres d'emploi dans 114 organisations, puis les pages qui concernent les postes spécifiques pour les jeunes professionnels.

Une version rénovée de ce site a été mise en ligne le 28 mai. Elle présente un menu thématique qui valorise les principaux services qu'elle propose aux Français qui souhaitent travailler dans les organisations internationales : conseils pratiques aux candidats, avis de vacance de poste dans les organisations internationales, missions de courte durée, postes pour jeunes professionnels, stages, guide pratique et répertoire des différentes organisations internationales. Cet outil de recherche peut maintenant être interrogé à partir de plusieurs critères tels que la spécialité professionnelle ou le lieu de travail souhaité.

¶ Par ailleurs, les universités et écoles sont visitées et les étudiants informés des possibilités d'emploi au sein des organisations intergouvernementales. Ainsi, la MFI est intervenue fin 2003 au Salon international des Etudiants et deux fois, depuis le début de l'année 2004, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

¶ Outre le fichier unique de candidatures qu'elle alimente régulièrement (800 noms en juin 2004), la MFI constitue ponctuellement des viviers d'experts rapidement disponibles dans des domaines spécifiques. Cette année, l'accent a été mis sur la promotion des candidatures de nos compatriotes dans les missions de maintien de la paix de l'ONU et de l'UE.

2) Développer la collaboration entre les différents acteurs

¶ Un travail interactif entre la MFI et les autres services du Département, mais aussi les autres Ministères et nos postes à l'étranger, est mené pour identifier les postes stratégiques à pourvoir au sein des organisations internationales, ainsi que les opportunités de promotion ou de recrutement de compatriotes sur ces postes.

¶ Dans le même esprit, la MFI encourage les quatorze Associations de fonctionnaires internationaux français (AFIF), qui possèdent une vision interne des évolutions prévisibles des emplois et des besoins des organisations, à jouer pleinement leur rôle dans la promotion de la présence française et de la défense de notre langue et de nos intérêts.

C – Etre attentifs au respect de l'usage effectif du français au sein des organisations intergouvernementales

Dans une circulaire du 14 février 2003, le Premier Ministre rappelait son attachement au respect du statut de langue officielle et de travail du français dans les organisations internationales. Or la situation ne va guère en s'améliorant. Nos diplomates doivent souvent « batailler » dans des institutions comme l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale basée à Montréal ou l'Organisation Maritime Internationale dont le siège est à Londres, où l'anglais, pour des raisons souvent techniques, reste prédominant.

¶ Aux Nations Unies, un pas a été franchi en avril 2003 avec l'adoption de la résolution 57/305 sur les ressources humaines, qui réaffirme le principe d'égalité des langues de travail en matière de recrutement. Mais une grande vigilance reste de mise. On constate souvent par exemple que des avis de vacance de poste ne sont publiés qu'en anglais sur le site de l'ONU.

Dans un rapport intitulé « Le multilinguisme dans le système des Nations Unies », établi fin 2003, le Corps commun d'inspection des Nations Unies relevait que, pour de nombreuses réunions auxquelles prenaient part des représentants des Etats-membres, il n'y avait pas d'interprétation ou de documentation dans toutes les langues prescrites. Ainsi

à l'OMS on remarque que les réunions officielles bénéficient rarement d'une interprétation en français et que l'absence ou l'utilisation irrégulière de l'interprétation lors des réunions informelles est de plus en plus fréquente.

↳ L'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux Etats se traduit par un renforcement de l'utilisation de l'anglais au détriment du français. A titre d'exemple, notre Représentant permanent auprès de l'ONU à New York a récemment constaté qu'au cours des réunions hebdomadaires des Ambassadeurs de l'Union européenne, la majorité de ses collègues n'était désormais plus en mesure de comprendre ceux qui s'exprimaient en français.

D – Perfectionner la politique de détachements et de mises à disposition de fonctionnaires

1) Selon les statistiques dont dispose la Mission des Fonctionnaires internationaux, sur un total de 14.347 Français dans les organisations internationales, 1152 sont fonctionnaires ou agents publics français (soit 8%) :

- 855 (74% d'entre eux) sont détachés ;
- 229 (20%) sont mis à disposition, dont 185 en tant « qu'experts nationaux détachés (END) » dans les institutions européennes (parmi lesquels 146 à la Commission et 29 au Secrétariat général du Conseil).
 - à la Commission, les directions générales dans lesquelles il y a le plus d'END français sont la DG Recherche (15), la DG Transport et Energie (14), la DG Commerce (12) et la DG Concurrence (12). En revanche, les END français sont moins nombreux à la DG Relations extérieures (5) et à la DG Développement (1) ;
 - parmi les 29 END français au Secrétariat général du Conseil, 15 sont à l'Etat-major de l'UE ;
- 68 fonctionnaires et agents publics français sont en position hors cadre.

2) Ces chiffres appellent les commentaires suivants :

- le nombre des détachés peut être tenu pour conforme à la réalité, dans la mesure où les arrêtés de détachement ou de renouvellement de détachement sont soumis au contreseing du chef de la Mission des Fonctionnaires internationaux ; toutefois, les projets d'arrêtés arrivent trop souvent avec un retard de plusieurs mois, voire de quelques années ; il est vrai que certains fonctionnaires détachés le sont depuis si longtemps qu'ils ont tendance à oublier leur appartenance à l'administration française et négligent de demander le renouvellement de leur détachement ;
- le nombre des fonctionnaires mis à disposition sur des postes autres que ceux d'END est très certainement supérieur, dans la mesure où de très nombreux ministères ou administrations s'abstiennent d'en informer la Mission des Fonctionnaires internationaux ;
- le chiffre de 185 experts nationaux détachés peut en revanche être tenu pour exact ; il nous place au premier rang des Etats-membres de l'Union européenne pour le nombre des END ; les principaux ministères pourvoeureurs d'END sont l'Economie, les Finances et l'Industrie (48), la Défense (31), l'Equipement et les Transports (21).

3) Une meilleure maîtrise des détachements et des mises à disposition est donc très souhaitable. Elle passe par :

- une plus grande diligence de l'administration dans les procédures de détachement ;
- une information systématique de la Mission des Fonctionnaires internationaux sur les mises à disposition autres que celles d'END.

E – Etre attentif au niveau de nos contributions volontaires

L'influence d'un Etat-membre sur l'action d'une organisation internationale dépend non seulement de la force de conviction de ses choix politiques, du nombre et de la qualité de ses ressortissants, mais aussi du niveau de ses contributions volontaires.

Dans le système des Nations Unies, où nous sommes passés du 4^{ème} au 5^{ème} rang pour les contributions obligatoires (avec une quote-part de 6,03% à partir de 2004), nous n'arrivons qu'à la 13^{ème} position pour les financements volontaires. Cette situation ne favorise pas le recrutement de nos compatriotes, les organisations tendant inévitablement à recruter plus volontiers les ressortissants des Etats qui versent les fonds.

Dans les organisations ou sur les programmes très dépendants des contributions volontaires, la répartition des postes reflète clairement le poids des pays donateurs. Cette situation se vérifie particulièrement pour les postes de direction du Programme alimentaire mondial qui ne reçoit pas de contributions obligatoires. Dans cette organisation, nous sommes passés en deux années, du 10^{ème} au 18^{ème} rang des donateurs (0,58% des contributions totales sans inclure notre part de la contribution versée par la Commission européenne), les Etats-Unis restant le principal donateur avec 57% des financements. Le faible niveau de nos contributions est aussi préoccupant à l'UNICEF ou à l'OIT où nous chutons au 12^{ème} rang en 2003, ainsi qu'à l'OMS (18^{ème} rang)./.



Marc-Olivier GENDRY
Chef de la Mission des
Fonctionnaires internationaux

Annexes : tableaux

LISTE DES TABLEAUX

- **TABLEAU I**

SYNTHESE RECAPITULATIVE DES EFFECTIFS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (JANVIER 2004) – REPARTITION DU PERSONNEL FRANÇAIS

- **TABLEAU II**

EFFECTIFS DANS CHACUNE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (JANVIER 2004)

- **TABLEAU III**

GRAPHIQUE SUR LA REPARTITION PAR FAMILLE D'ORGANISATIONS (JANVIER 2004)

- **TABLEAU IV**

TABLEAU RECAPITULATIF DES EFFECTIFS FRANÇAIS, AMÉRICAINS, BRITANNIQUES, ALLEMANDS ET ITALIENS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (JANVIER 2004)

GRAPHIQUE SUR LA REPARTITION DES EFFECTIFS PAR NATIONALITE

- **TABLEAU V**

REPARTITION DES AGENTS PUBLICS FRANÇAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (JUIN 2004)

- **TABLEAU VI**

REPARTITION PAR ADMINISTRATION D'ORIGINE DES AGENTS PUBLICS FRANÇAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (JUIN 2004)

SYNTHESE RECAPITULATIVE DES EFFECTIFS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (JANVIER 2004)

REPARTITION DU PERSONNEL FRANCAIS

ORGANISATIONS	EFFECTIF TOTAL en 2004	EFFECTIFS FRANÇAIS en 2004		Pourcentage de Français en 2004		Pourcentage de Français en 2004		Pourcentage de Français en 2002 ¹	
		TOTAL	Administrateurs	TOTAL	Administrateurs	TOTAL	Administrateurs	TOTAL	Administrateurs
I - Système des Nations-Unies									
Secrétariat	6714	3216	330	225	4,92%	7,00%	5,19%	7,53%	34,15%
Cour Internationale de Justice	92	42	30	14	32,61%	33,33%	31,58%		
Organes subsidiaires / Fonds et programmes	17117	10071	852	563	4,98%	5,59%	4,94%	5,65%	
Organes conventionnels									
Institutions spécialisées et AlEA	17521	7164	2218	652	12,66%	9,10%	12,45%	9,01%	
Organisations intergouvernementales proches du système des Nations Unies ²	15089	9956	648	421	4,29%	4,23%	4,29%	4,19%	
SOUS-TOTAL I	565533	30449	4078	1875	7,21%	6,16%	7,27%	6,23%	
II - Union européenne									
Institutions européennes	32089	15222	3934	1997	12,26%	13,12%	11,96%	13,28%	
Organismes communautaires décentralisés	2361	903	337	117	14,27%	12,96%	15,07%	14,38%	
SOUS-TOTAL II	34450	16125	4271	2114	12,40%	13,11%	12,16%	13,29%	
III - Organisations dites coordonnées									
OTAN	3371	1446	402	183	11,93%	12,66%	12,02%	12,46%	
ASE, CE, CEPMMT, OCDE, UEO	5690	3246	2041	748	35,87%	23,04%	34,64%	23,15%	
SOUS-TOTAL III	9061	2443	931	26,96%	19,84%	26,02%	19,78%		
IV - Autres organisations (domaines scientifique, technique, culturel, etc.)	22723	11855	3555	1531	15,64%	12,91%	15,09%	12,56%	
SOUS-TOTAL IV	22723	11855	3555	1531	15,64%	12,91%	15,09%	12,56%	
TOTAL Administrateurs	122767	63121	14347	6451	11,69%	10,22%	11,38%	10,21%	

¹⁻² L'encarté 2004 a abandonné la nomenclature adoptée pour l'enquête 2004, et en ne retenant que les OI pour lesquelles des réponses ont été obtenues au cours de cette enquête et de la précédente.

Ces pourcentages ont été recalculés en respectant la nomenclature du GEMI, du FIDA, du FMSTP et de l'OMC

TABLEAU II

TABLEAU DES EFFECTIFS DANS CHACUNE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (JANVIER 2004)

		Système des Nations Unies			Effectifs totaux			Effectifs administrateurs			
		Total	2004	Français 2004	% 2004	Total	2004	2002	Administrateurs français 2004	% 2004	% 2002
ONU GENÈVE	Office des Nations Unies à Genève	825	116		14,06%	704	436	84	71	11,93%	16,28%
ONU NAIROBI	Organisation des Nations Unies à Nairobi	107	6		5,61%	85	97	5	5	5,88%	5,15%
ONU NEW YORK	Secrétaireat des Nations Unies à New York	4974	178		3,58%	2111	2069	117	119	5,54%	5,75%
ONU VIENNE	Office des Nations Unies à Vienne (dont BASNU, CNUD/C et ODC)	808	30		3,71%	316	321	19	25	6,01%	7,79%
CIJ	Cour internationale de justice (La Haye)	92	30		32,61%	42	41	14	14	33,33%	34,15%
Sous-total - A -		6806	360		5,29%	3258	2964	239	234	7,34%	7,89%
		Organes subsidiaires / Fonds et Programmes / Organes conventionnels			Administrateurs			Administrateurs			
		Total	2004	Français 2004	% 2004	Total	2004	2002	2004	2002	% 2002
AIFM	Autorité Internationale des Fonds Marins (Kingston)	30	1		3,33%	32	9,47%	16	17	1	6,25%
BCAH ¹	Bureau de coordination des affaires humanitaires (New York - Genève)	338				69		5			*
CCCI	Centre du commerce international (Genève)	119	19		15,97%	113	107	19	20	16,81%	18,69%
CDD	Centre des Nations Unies sur le désarmement (Genève)	9	0		0,00%	5	5	0	0	0,00%	0,00%
CEA	Commission économique pour l'Afrique (Addis Abeba)	758	6		0,79%	199	210	5	4	2,51%	1,90%
CEE-NU	Commission économique pour l'Europe (Genève)	128	13		10,16%	117	131	9	9	7,69%	6,87%
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Santiago du Chili)	180	5		2,78%	148	158	5	3	3,38%	1,90%
CESAO ²	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (Beyrouth)	135	1		0,74%	81	90	1	3	1,23%	3,33%
CESAP ³	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok)	240	11		4,58%	188	151	11	7	5,85%	4,64%
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Genève)	462	72		15,58%	294	343	34	37	11,56%	10,79%
ECNU / UNSSC	École des cadres du système des Nations Unies (Turin)	25	3		12,00%	12	16	1	1	8,33%	6,25%
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies (New York)	46	4		8,70%	46	*	4	*	8,70%	*
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (New York)	1026	13		1,27%	173	286	8	11	4,62%	3,85%
HCDH	Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève)	121	9		7,44%	117	236	7	20	5,98%	8,47%
HCR	Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Genève)	4410	231		5,24%	1364	1222	85	79	6,23%	6,46%
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le SIDA (Genève)	271	19		7,01%	172	159	10	10	5,81%	6,29%
PAM ⁴	Programme alimentaire mondial (Rome)	1067	50		4,69%	1050	915	49	40	4,67%	4,37%
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement (New York)	2011	91		4,53%	1619	1479	86	79	5,31%	5,34%
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement (Nairobi)	457	12		2,63%	456	408	12	12	2,63%	2,94%
PNUDH	Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Nairobi)	153	9		5,88%	153	172	9	10	5,88%	5,81%
TIDM	Tribunal International du Droit de la Mer (Hambourg)	34	2		5,88%	16	15	0	0	0,00%	0,00%
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda (Anasha)	900	28		3,11%	321	293	7	7	2,18%	2,35%
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie (La Haye)	1233	67		5,43%	511	543	38	45	7,44%	8,29%
UNIDIR	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (Genève)	75	3		4,00%	73	*	3	*	4,11%	*
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (New York)	57	11		19,30%	50	42	9	8	18,00%	19,05%
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la recherche (Genève)	771	39		5,06%	577	690	31	43	5,37%	6,23%
UNOPS	Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies (New York)	20	2		10,00%	13	*	1	*	7,89%	*
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies sur le développement social (Genève)	144	8		5,56%	131	107	8	6	6,11%	5,61%
UNRWA	Office de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Gaza)	122	4		3,28%	57		3	3	5,26%	5,26%
UNU	Université des Nations Unies (Tokyo)	163	10		6,13%	73	*	3	*	4,11%	*
VNU	Volontaires des Nations Unies (Bonni)										5,65%
		852	4,98%			10071	9700	563	548	5,59%	5,65%

I SYSTEME DES NATIONS UNIES

EFFECTIFS TOTAUX

EFFECTIFS ADMINISTRATEURS

C - Institutions spécialisées et AIEA

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs 2002	% 2004	% 2002
AIEA Agence internationale de l'énergie atomique (Vienne)	2127	81	3,81%	976	947	51	5,23% 5,39%
CIC Centre international de calcul (Genève)	43	8	18,50%	20	*	2	10,00%*
OAA Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Rome)	3795	202	5,32%	1391	1369	107	7,68% 7,67%
OACI Organisation de l'aviation civile internationale (Montréal)	798	48	6,02%	317	326	22	6,94% 6,75%
OIT Organisation internationale du travail (Genève)	1857	303	16,32%	726	771	56	7,74% 6,74%
OMI Organisation maritime internationale (Londres)	306	42	13,73%	121	114	20	18,18% 17,54%
ONMM Organisation météorologique mondiale (Genève)	259	51	19,68%	117	120	13	10,26% 10,83%
OMT Organisation mondiale du tourisme (Madrid)	91	7	7,69%	39	36	3	7,65% 8,33%
OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Genève)	942	350	37,15%	452	371	108	98 23,89% 26,42%
OMS Organisation mondiale de la santé (Genève)	3955	418	10,57%	1531	1457	105	99 6,86% 6,79%
ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Vienne)	678	22	3,24%	293	276	11	10 3,75% 3,62%
UIT Union internationale des télécommunications (Genève)	785	257	33,59%	317	304	48	35 15,14% 11,51%
UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Paris)	1737	408	23,48%	801	1009	95	119 11,86% 11,79%
UPU Union Postale Universelle (Berne)	168	21	12,50%	63	103	10	22 15,87% 21,36%
Sous-total - C-	17521	2218	12,66%	7164	7203	652	649 9,10% 9,01%

D - Organisations intergouvernementales proches du système des Nations Unies

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs 2002	% 2004	% 2002
BM Groupe Banque mondiale (BIRD, SFI, AID, AfGI, CIRD) (Washington)	11368	345	3,03%	7515	7048	282	259 3,75% 3,67%
FIDA Fonds international de développement agricole (Rome)	417	24	5,76%	193	162	11	5,70% 6,75%
FMI Fonds monétaire international (Washington)	2702	108	4,00%	1961	1918	88	4,49% 4,48%
FMSSTP Fonds mondial de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Genève)	*	*	*	37	*	4	*
OMC Organisation mondiale du commerce (Genève)	602	171	28,41%	287	283	40	38 13,94% 13,43%
Sous-total - D -	15089	648	4,29%	9956	9411	421	394 4,23% 4,19%
TOTAL I - SYSTEME DES NATIONS UNIES	56533	4078	7,21%	30449	29278	1875	1825 6,16% 6,23%

* Données non disponibles
Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recomptées dans les effectifs finaux

¹ Les chiffres du BCAH, fournis par ONU-New York, figurent à titre indicatif mais ne sont pas pris en compte dans le total des effectifs pour éviter un éventuel doublon avec les effectifs d'ONU-Genève ou ONU-New-York

² La différence de chiffres constatée entre les enquêtes 2002 et 2004 est due à une prise en compte plus affinée des effectifs, qui exclut les consultants et recrutés locaux précédemment comptés.

³ les chiffres indiqués ne sont qu'une approximation établie à l'aide de la réponse donnée pour l'enquête 2002 et des éléments fournis pour l'enquête 2004

⁴ La différence de chiffres constatée entre 2002 et 2004 est due au fait qu'une grande partie des effectifs du PAM n'a pas le statut de personnel international

II UNION EUROPÉENNE

EFFECTIFS TOTAUX

EFFECTIFS ADMINISTRATEURS

A - Institutions Européennes

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs 2002	% 2004	% 2002	
CCE	Commission Européenne (Bruxelles)	22092	2662	12,05%	10787	10430	14,04%	14,02%
BCE	Banque Centrale européenne (Francfort)	1205	216	17,93%	773	700	114	14,88%
BEI	Banque européenne d'investissement (Luxembourg)	605	116	19,17%	318	289	43	13,52%
CDC	Cour des comptes européenne (Luxembourg)	250	19	7,60%	112	115	11	14
CDR	Comité des régions de l'Union européenne (Bruxelles)	499	44	8,82%	207	194	15	7,25%
CES	Comité économique et social (Bruxelles)	1097	209	19,05%	545	516	73	13,39%
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes (Luxembourg)	56	4	7,14%	31	4	3	*
EUROJUST	(La Haye)	3527	453	12,84%	1270	1197	120	135
PE	Parlement européen (Strasbourg)	2758	211	7,65%	1179	1015	102	73
SGC	Secrétariat Général du Conseil de l'Union européenne (Bruxelles)	66	14	21,21%	39	*	10	*
	Dont le CSUE (Centre satellitaire de l'Union européenne)							

B - Organismes communautaires décentralisés

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs 2002	% 2004	% 2002	
AEE	Agence européenne pour l'environnement (Copenhague)	111	8	7,21%	55	59	5	9,09%
AEEM	Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (Londres)	254	36	14,17%	150	150	24	16,00%
AER	Agence Européenne de Reconstruction (Thessalonique)	97	8	8,25%	74	*	7	11
AEASA	Agence Européenne de sécurité des aliments (Parme)	58	8	13,79%	34	*	6	*
AESM	Autorité européenne pour la sécurité maritime (Bruxelles)	22	5	22,73%	15	*	3	*
AEST	Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail (Bilbao)	35	6	17,14%	7	11	2	1
BERT	Bureau européen des radiotélécommunications (Copenhague)	17	2	11,76%	10	9	2	1
CEDEFOP	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Thessalonique)	112	17	15,18%	34	34	6	17,65%
CTOUE	Centre de traduction des Organes de l'Union européenne (Luxembourg)	147	38	25,85%	76	71	6	11,11%
EASA	Agence européenne de sécurité aérienne (Bruxelles)	20	6	30,00%	12	*	4	*
EFILWC	Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie (Dublin)	76	10	13,16%	29	32	3	10,34%
EUROPOL	Office européen de police (La Haye)	377	29	7,69%	140	124	14	12
FEF	Fondation européenne pour la formation (Turin)	113	10	8,85%	51	45	5	9,80%
IUE	Institut universitaire européen (Florence)	146	18	12,33%	24	26	5	20,83%
OCVV	Office communautaire des variétés végétales (Angers)	34	14	41,18%	5	4	0	0,00%
QEDT	Observatoire européen des drogues et des toxicomanes (Lisbonne)	61	8	13,11%	38	37	5	13,16%
OPRX/EUMC	Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (Vienne)	27	0	0,00%	10	10	0	0,00%
OHMI	Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (Alicante)	654	114	17,43%	139	139	20	21
	TOTAL II - UNION EUROPÉENNE	34450	4271	12,40%	16125	15211	2114	2022
								13,11% 13,29%

Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recomptées dans les effectifs finaux

III ORGANISATIONS COORDONNÉES

EFFECTIFS ADMINISTRATEURS

A - Organisations coordonnées

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs 2002	% 2004	% 2002
ASE Agence spatiale européenne (Paris)	1912	449	23,48%	1530	1522	21,83%	21,55%
CE Conseil de l'Europe (Strasbourg)	1589	774	48,71%	617	427	145	23,50%
CEPMMT Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (Reading)	156	21	13,46%	105	105	16	15,24%
OCDE Organisation de coopération et de développement économique (Paris)	1945	768	39,49%	957	955 ¹	243	245 ¹
UEO Union de l'Europe occidentale (Bruxelles)	88	29	32,95%	37	79	10	18
OTAN Organisation du traité de l'Atlantique nord (Bruxelles)	1221	111	9,09%	436	439	74	68
Secrétariat international	32	2	6,25%	19	19	2	2
BICES Système de collecte et d'exploitation des informations du champ de bataille							
CALS Bureau d'acquisition et de soutien pendant la vie des systèmes	42	26	61,90%	20	20	7	7
CEPMA Agence de gestion des oléoducs en centre Europe	366	10	2,73%	223	224	7	6
EMI Etat Major international	100	13	13,00%	72	69	12	10
NACMA NATO ACCS Management Agency	50	14	28,00%	36	34	8	8
NAHEMA Agence de gestion d'hélicoptères	908	154	16,96%	267	260	27	27
NAMSA+ALH Agence d'entretien et d'approvisionnement	520	31	5,96%	324	307	31	29
NC3 Agence de consultation de commandement et de conduite des opérations	9	3	33,33%	6	7	3	3
NIMIC ² Bureau de projet NIMIC	45	2	4,44%	7	8	1	2
NSA Soutien à la Standardisation au sein de l'OTAN	24	11	45,83%	13	11	5	7
OPOLOH Organisation de production et logistique OTAN-HAWK	54	25	46,30%	23	23	6	8
R & TA Agence pour la recherche et la technologie	3371	402	11,93%	1446	1421	183	177
TOTAL OTAN							

	TOTAL III - ORGANISATIONS COORDONNÉES	9061	2443	26,96%	4692	4509	931	892	19,84%	19,78%

Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recomptées dans les effectifs finaux

¹ Ce chiffre prend en compte les linguistes, contrairement à ceux indiqués dans l'enquête 2002

² futur MSIAC

Classement par catégories :

IV AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EFFECTIFS TOTALS

EFFECTIFS ADMINISTRATEURS

A - Agriculture, Pêche et Elevage
B - Commerce, Produits de base

C - Culture

D - Droit, Administration

E - Environnement

F - Institutions financières

G - Relations internationales

H - Sciences et Techniques

I - Transport

A - Agriculture, Pêche, Elevage

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs français 2002	% 2004	% 2002
CB1	17	0	0,00%	3	4	0	0,00%
Commission baleinière internationale (Cambridge)	16	2	12,50%	5	5	0	0,00%
CICTA	36	0	0,00%	14	15	0	0,00%
CIEM	*	*	*	39	*	7	*
CHEAM	6	3	50,00%	5	5	2	3
Centre international des hautes études agronomiques et alimentaires (Paris)	*	*	*	*	*	*	*
CIIAA	11	7	63,64%	6	*	3	40,00%
Commission interaméricaine du thon tropical (Madrid)	50	20	40,00%	17	*	6	60,00%
CIATCC	*	*	*	*	*	*	*
Commission européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (Paris)	20	1	5,00%	9	8	1	11,11%
OEPP	12	0	0,00%	8	8	0	0,00%
OIE	118	13	11,02%	60	45	6	12,00%
OIV	57	18	32,29%	57	45	4	33,33%
OSS	20	1	5,00%	9	8	1	11,11%
UPOV	12	0	0,00%	8	8	0	0,00%
Sous-total - A -	102	18	17,65%	57	45	6	8,77%

B - Commerce, Produits de base

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs français 2002	% 2004	% 2002
BIE	9	4	44,44%	1	*	0	*
Bureau international des expositions (Paris)	10	2	20,00%	10	10	2	10,00%
CCIC	17	1	5,88%	7	7	0	0,00%
Comité consultatif international du coton (Washington)	4	2	50,00%	4	21	2	50,00%
CIIB	24	4	16,67%	13	14	0	7,14%
Conseil international des séfériées (Londres)	7	1	14,29%	1	5	0	0,00%
COI/IIOC	8	1	12,50%	4	4	0	0,00%
FIPOL	4	1	25,00%	4	*	1	25,00%
Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Londres)	4	1	25,00%	9	7	0	0,00%
GEIPZ	9	0	0,00%	4	4	0	0,00%
GIEC	10	2	20,00%	4	4	0	0,00%
Groupement international d'études du caoutchouc (Wembley)	40	4	10,00%	17	19	2	11,56%
GIEN	82	22	26,83%	37	51	14	24,32%
ICCO	40	4	10,00%	17	19	2	11,56%
Organisation internationale du cacao (Londres)	40	4	10,00%	17	19	2	11,56%
OIS	82	22	26,83%	37	51	14	24,32%
Sous-total - B -	882	227	25,74%	235	70	17	30,64%

C - Culture

	TOTAL 2004	TOTAL FRANÇAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs français 2002	% 2004	% 2002
OIF	760	201	26,45%	131	140	106	33,70%
Organisation internationale de la Francophonie (AIF, AIMF, AUF, Université SENGHOR)	316	75	23,73%	11	11	7	22,14%
dont : AIF - Agence intergouvernementale de la francophonie (Paris)	11	11	100,00%	7	*	100,00%	*
dont AIMF - Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (Paris)	428	111	25,93%	29	19	4	65,52%
dont AUF - Agence universitaire de la Francophonie (Paris)	5	4	80,00%	5	4	4	80,00%
dont l'Université Senghor (Alexandrie)	40	4	10,00%	17	19	2	11,56%
ICCRDM	82	22	26,83%	37	51	14	24,32%
Union Latine (Saint Domingue)	82	22	26,83%	37	51	14	24,32%
Sous-total - C -	882	227	25,74%	235	70	17	30,64%

IV - MÉTIRES D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EFFECTIFS TOTAUX

EFFECTS OF ADMINISTRATIVE FEES

D - Droit, Administration						
	TOTAL 2004	TOTAL FRANCAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2004	Administrateurs français 2002	% 2004
CJFC	4	3	75,00%	3	2	66,67%
Commission internationale de l'état civil (Strasbourg)	18	5	27,78%	6	1	16,67%
CONFIDIP	18	0	0,00%	11	0	0,00%
Conférence de La Haye de droit international privé (La Haye)	14	14	9,46%	14	6	8,82%
CIPA	148	993	17,06%	4052	3776	17,92%
Cour permanente d'arbitrage (La Haye)	993	17,06%				18,25%
CPIB	64	15	23,44%	23	5	21,74%
Cour Pénale Internationale (La Haye)	15	23,44%				15,00%
COIDD	463	244	52,70%	79	71	44,30%
Office européen des brevets (Munich et La Haye)	244	52,70%				46,48%
OIDD	110	12	10,91%	70	73	14,29%
Organisation mondiale des douanes (Bruxelles)	12	10,91%				12,33%
OICP/Interpol	22	4	18,18%	9	10	22,22%
OMD	9	18,18%				30,00%
UNIDROIT	6658	1230	19,35%	4321	3965	18,21%
Institut international pour l'unification du droit privé (Rome)						18,64%
					787	
						743

Environment

Sous-total - E -

		Administrateurs français		Administrateurs		% 2004		% 2002	
		Total	français	2004	2002	2004	2002	2004	2002
AEC	Association des états de la Caraïbe (Port d'Espagne)	10	1	10,00%	9	11	1	2	11,11%
COI	Commission de l'Océan Indien (Port-Louis)	4	2	50,00%	4	4	2	2	50,00%
COPAC	Secrétariat général de la Communauté Pacifique (Nouméa)	276	88	31,88%	150	135	31	30	20,67%
OIM	Organisation conjointe de coopération en matière d'asile et d'immigration (États-Unis)	177	55	31,07%	*	*	*	*	*
OSCE	Organisation internationale pour les migrations (Genève)	547	21	3,84%	478	413	18	14	3,77%
	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Vienne)	1300	78	6,00%	1013	1100	64	78	6,32%
		98	112	8,33%	1250	1176	10,63%	119	10,63%

IV AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EFFECTIFS TOTAUX

EFFECTIFS ADMINISTRATEURS

	H - Sciences et Techniques			TOTAL IV - AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES				
	TOTAL 2004	TOTAL FRANCAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2002	2004	Administrateurs français 2002	% 2004	% 2002
BIPM	•	•	•	1153	1185	236	246	20,47%
Bureau international des poids et mesures (Sèvres)	2507	1028	41,01%	10	12	3	2	20,75%
CERN	298	53	17,79%	147	66	29	14	16,67%
Organisation européenne de recherches astronomiques dans l'hémisphère austral (Garching)								
ESO								
EUMETSAT	194	33	17,01%	2	*	2	*	•
Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (Darmstadt)								
IIF	15	13	86,67%	120	109	5	7	4,17%
Institut international du froid (Paris)	1170	121	10,34%	11	11	4	4	6,42%
IEBM	19	11	57,89%	296	313	10	8	36,36%
Laboratoire européen de biologie moléculaire (Heidelberg)								
OHI	437	13	2,97%	8	*	5	*	2,56%
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (La Haye)								
OIAC	10	7	70,00%	174	169	8	9	62,50%
Organisation internationale de météorologie légale								
OTICE	270	10	3,70%					
Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Vienne)								
Sous-total H:	4920	1289	26,20%	1921	1865	302	290	15,55%

	I - Transport			TOTAL IV - AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES				
	TOTAL 2004	TOTAL FRANCAIS 2004	% 2004	Administrateurs 2002	2004	Administrateurs français 2002	% 2004	% 2002
CCNR	17	15	88,24%	9	9	6	6	66,67%
Commission centrale pour la Navigation du Rhin								
CM	•	•	•					•
Commission de la Moselle								
EUROCONTROL	2131	327	15,34%	619	578	124	121	20,03%
Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Bruxelles)								
OTIF	15	2	13,33%	11	9	2	2	18,18%
Organisation internationale pour les transports ferroviaires (Berne)								
Sous-total I:	2163	344	15,90%	639	596	132	129	21,65%
TOTAL IV - AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	22723	3555	15,64%	11855	11278	1531	1416	12,55%
TOTAL	122767	14347	11,69%	63121	60276	6451	6155	10,22%
								10,21%

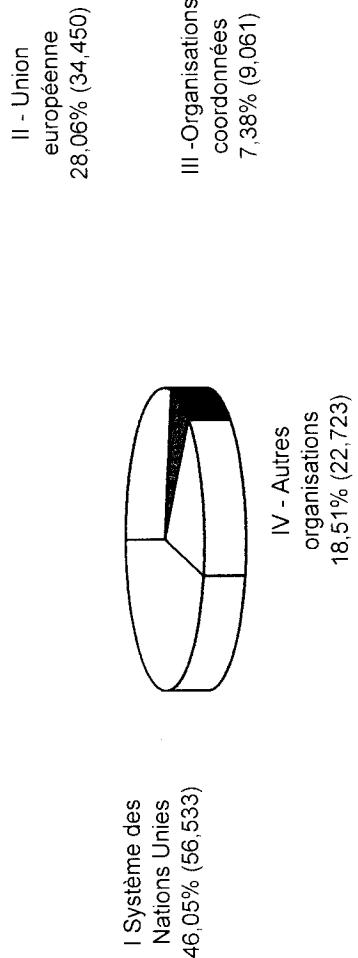
* Données non disponibles

Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recomptées dans les effectifs finaux

TABLEAU III

REPARTITION PAR FAMILLE D'ORGANISATIONS (JANVIER 2004)

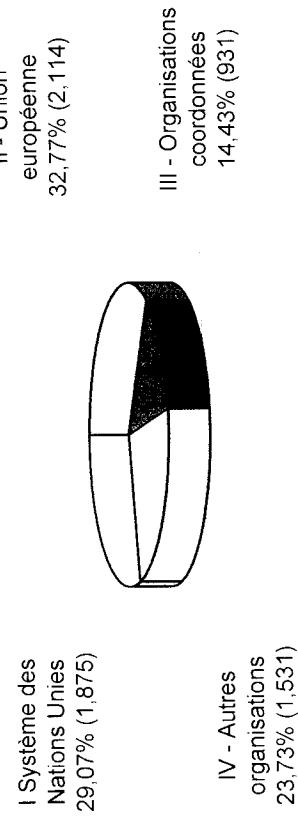
REPARTITION GLOBALE DES 122.767 FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX



REPARTITION DES 14.347 FRANCAIS PAR FAMILLE D'ORGANISATIONS



REPARTITION DES 6.451 ADMINISTRATEURS FRANCAIS PAR FAMILLE D'ORGANISATIONS



I SYSTÈME DES NATIONS UNIES

TOTAL

ADMINISTRATEURS

SOUS-TOTAL - B -

808

1139

758

374

358

534

799

492

283

265

C - Institutions spécialisées et AIEA

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	81	187	137	60	25	51	128	70	46	18
CIC	Centre international de calcul	8	0	5	1	3	2	0	3	1	1
OAA	Organisation des N.U. pour l'alimentation et l'agriculture	202	216	254	106	768	107	165	113	92	143
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale	48	16	19	12	6	22	15	10	10	2
OIT	Organisation internationale du travail	303	113	144	48	35	56	96	34	36	25
OMI	Organisation maritime internationale	42	4	80	2	4	22	4	19	2	2
OMM	Organisation météorologique mondiale	51	8	16	2	6	12	6	5	2	2
OMT	Organisation mondiale du tourisme	7	2	1	1	2	3	1	1	1	2
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	350	35	71	31	29	108	25	46	21	13
OMS	Organisation mondiale de la santé	418	226	274	61	61	105	172	104	52	50
ONUDI	Organisation des N.U. pour le développement industriel	22	*	32	21	38	11	*	13	18	7
UIT	Union internationale des télécommunications	257	*	*	*	*	48	*	*	*	*
UNESCO	Organisation des N.U. pour l'éducation, la science et la culture	408	39	60	35	33	95	17	26	34	32
UPU	Union postale universelle	21	6	11	3	13	10	3	2	3	0
SOUS-TOTAL - C -	1961	852	1104	383	1023	604	632	446	318	297	

D - Organisations gouvernementales proches du système des Nations Unies

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	
BM	Banque mondiale (BIRD, SFR, AID, AMGI)	345	2351	359	171	123	282	1738	310	156	117
FIDA	Fonds international de développement agricole	24	30	34	8	119	11	16	12	6	31
FMI	Fonds monétaire international	108	673	162	102	61	88	479	107	97	56
FMSTP	Fonds mondial de la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme	*	*	*	*	*	4	7	3	4	1
OMC	Organisation mondiale du commerce	171	30	89	18	25	40	20	23	11	8
SOUS-TOTAL - D -	648	3084	644	299	328	421	2263	452	270	212	
TOTAL I - SYSTEME DES NATIONS UNIES	3661	6467	2736	1174	1810	1714	4061	1526	957	836	

* Données non disponibles

Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recomptées dans les effectifs finaux

¹ Les chiffres du BCAH, fournis par ONU-New York, figurent à titre indicatif mais ne sont pas pris en compte dans le total des effectifs pour éviter un éventuel doublement avec les effectifs d'ONU-Geneve ou ONU-New York

II UNION EUROPÉENNE

TOTAL

ADMINISTRATEURS

A - Institutions Européennes

	France	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	Belgique	France	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	Belgique
CCE Commission Européenne	2662	1604	2139	2806	5011	1515	1065	1354	1232	1162
BCE Banque Centrale Européenne	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
BEI Banque européenne d'investissement	216	157	157	142	*	115	102	119	94	*
CDC Cour des Comptes	116	66	53	20	*	43	33	41	23	*
CDR Comité des régions de l'Union européenne	19	10	20	29	58	11	8	11	11	10
CES Comité économique et social	44	26	40	68	113	15	18	20	25	18
CJCE Cour de justice des Communautés européennes	209	68	104	102	130	73	41	56	48	64
EUROJUST	4	5	5	4	*	3	4	3	3	*
PE Parlement européen	453	250	302	452	509	120	135	133	141	124
SGC Secrétariat Général du Conseil de l'Union européenne	211	184	239	372	435	102	107	123	112	99
<i>Dont le CSUE (Centre Satellitaire du Conseil de l'Europe)</i>	14	7	4	6	*	10	2	4	6	*

B - Organismes communautaires décentralisés

	France	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	Belgique	France	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	Belgique
AEE Agence européenne pour l'environnement	8	12	9	5	*	5	9	6	2	7
AEEM Agence européenne pour l'évaluation des médicaments	36	52	32	26	*	24	32	19	15	*
AER Agence Européenne de Reconstruction	8	17	8	13	*	7	*	*	*	*
AESA Autorité européenne de sécurité des aliments	8	6	4	1	26	6	3	3	0	10
AESM Autorité européenne pour la sécurité maritime	5	1	1	2	4	3	1	1	2	1
AESST Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail	6	6	2	2	*	2	1	0	0	*
BERT Bureau européen des radiotélécommunications	2	0	0	0	*	2	0	0	0	*
CEDEFOP Centre européen pour le développement de la formation professionnelle	17	9	10	5	*	6	2	4	1	*
CTOUE Centre de traduction des Organes de l'Union européenne	38	6	8	11	*	6	6	7	6	*
EASA Agence européenne de sécurité aérienne	6	2	2	2	2	4	1	2	0	1
EFILWC Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie	10	5	9	2	*	3	4	5	0	*
EUROPOL Office européen de police	29	47	38	33	*	14	17	15	15	*
FEF Fondation européenne pour la formation	10	12	11	29	*	5	7	8	8	*
IUE Institut universitaire européen	18	15	13	71	*	5	2	4	7	*
OCVV Organisme communautaire des variétés végétales	14	1	3	1	*	0	0	2	0	*
OEDT Observatoire européen des drogues et des toxicomanies	8	6	7	5	*	5	5	6	3	*
OEPRX Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobe	0	4	5	2	*	0	3	1	1	*
OHMI Office de l'harmonisation dans le marché intérieur	114	55	79	55	*	20	9	22	12	*

TOTAL II - UNION EUROPÉENNE

4263	2609	3292	4247	*	2107	1615	1965	1761	*
-------------	-------------	-------------	-------------	---	-------------	-------------	-------------	-------------	---

* Données non disponibles

Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recomptées dans les effectifs finaux

III ORGANISATIONS COORDONNÉES

TOTAL

ADMINISTRATEURS

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
ASE	449	0	191	363	337	334	0	148	295	299
CE	774	0	253	62	69	145	0	85	52	50
CEPMMT	21	?	?	?	?	16	?	?	?	?
OCDE	768	256	308	100	81	243	124	109	65	50
UEO	29	0	17	2	10	10	0	9	2	4
OTAN	111	46	158	55	49	74	42	73	37	21
OTAN Secrétariat international	2	5	2	5	5	2	5	2	2	2
BICES	26	2	4	3	*	7	2	1	3	*
CEPIMA	10	*	*	*	*	7	27	20	23	16
EMI	13	13	20	9	4	12	11	11	9	3
NACMA	14	0	0	13	18	8	0	0	11	11
NAHEMA	154	38	41	93	65	27	29	27	55	15
NAMSA+ALH	31	55	92	44	22	31	52	66	37	18
NC3	3	1	3	0	0	3	0	2	0	0
NIMIC ¹	2	4	9	4	4	1	0	0	1	2
NSA	11	0	1	1	9	5	0	0	1	6
OPLOH	25	7	7	2	2	6	5	3	1	1
R & TA	402	171	337	229	178	183	173	205	180	95
TOTAL OTAN										

TOTAL III - ORGANISATIONS COORDONNÉES	2422	427	1106	756	675	915	297	556	594	498
----------------------------------------------	-------------	------------	-------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

* Données non disponibles
Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recomptées dans les effectifs finaux

¹ futur MSIAC

IV AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ADMINISTRATEURS

TOTAL

A - Agriculture, Pêche et Elevage

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
CBI	Commission baleinière internationale	0	0	17	0	0	0	3	0	0
CICTA	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique	2	2	1	0	0	1	0	0	0
CIEM	Conseil International pour l'Exploitation de la Mer	0	3	7	0	0	2	3	0	0
CIHEAM	Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes	*	*	*	*	*	*	*	*	*
CIIAA	Commission Internationale des Industries Agricoles et Alimentaires	3	*	*	*	*	2	*	*	*
IATCC	Commission interaméricaine du thon tropical	*	*	*	*	*	*	*	*	*
OEPP	Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes	7	0	2	0	0	3	0	1	0
OIE	Office international des épizooties	20	3	1	1	3	6	1	0	0
OIV/V	Organisation internationale de la vigne et du vin	*	*	*	*	*	*	*	*	*
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel	1	*	*	*	1	*	*	*	*
UPOV	Union internationale pour la protection des obtentions végétales	0	0	3	2	0	0	1	1	2

B - Commerce, Produits de base

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
BIE	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0
CCIC	2	1	1	0	0	2	1	1	0	0
CIB	1	0	8	0	0	0	0	3	0	0
COI / IOOC	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0
FIPOL	4	0	9	0	1	0	0	5	0	1
GEIPZ	1	0	3	1	1	0	0	0	0	0
GIEC	1	0	1	0	0	0	0	1	0	0
GIEN	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
ICCO	0	0	2	1	0	0	0	2	1	0
OIS	2	0	2	1	0	0	0	0	1	0

C - Culture

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
OIF	201	0	0	0	0	61	0	0	0	0
donc AIF - Agence intergouvernementale de la francophonie	75	0	0	0	0	31	0	0	0	0
donc Amf - Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones	11	0	0	0	0	7	0	0	0	0
donc AIF - Agence universitaire de la Francophonie	111	0	0	0	0	19	0	0	0	0
donc l'Université Saintjoseph	4	0	0	0	0	4	0	0	0	0
ICCRDM	4	2	2	0	16	2	1	2	0	5
UL	22	0	0	0	9	9	0	0	0	5

D - Droit, Administration

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
CIEC	3	0	1	0	0	2	0	1	0	0
CODIP	5	1	4	1	0	1	0	1	1	0
CPA	0	7	0	0	1	0	5	0	0	0
CPI	14	0	20	7	4	6	0	5	4	2
OEB	993	0	501	1479	435	726	0	345	989	330
OIDD	15	6	3	0	16	5	4	1	0	2

IV AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

TOTAL

ADMINISTRATEURS

OIPC/INTERPOL	Organisation internationale de police criminelle	244	20	27	12	10	35	8	8	3	4
OMD	Organisation mondiale des douanes	12	4	9	6	3	10	4	5	6	2
UNIDROIT	Institut international pour l'unification du droit privé	4	0	2	3	7	2	0	1	2	2

E - Environnement

		France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
CCFFMA	<i>Commission pour la conservation de la faune et de la flore marine de l'Antarctique</i>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
CIEP	Commission internationale pour la protection de l'Escoutay	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
CIPR	Commission internationale pour la protection du Rhin	1	0	0	7	0	1	0	0	4	0
GWP	<i>Global Water Partnership</i>	2	1	3	1	1	*	*	*	*	*
OSPAR	Commission de Paris et d'Oslo	4	0	5	0	0	0	0	3	0	0
PROE	Programme Régional Océanien pour l'Environnement	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0
REMPEC	Centre Régional Méditerranéen pour l'intervention d'urgence	2	0	0	2	1	0	0	0	0	1

F - Institutions financières

		France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
BAD (F)	Banque africaine de développement	42	26	6	5	2	33	23	5	4	2
BAD (S)	Banque asiatique de développement	21	108	26	32	13	21	103	25	32	10
BDCE	Banque de Développement du Conseil de l'europe	64	0	0	9	13	17	0	0	8	10
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	56	49	397	36	32	41	46	170	28	27
BID	Banque interaméricaine de développement	12	381	14	12	20	12	325	14	12	19
BRI	Banque des règlements internationaux	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

G - Relations internationales

		France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
AEC	<i>Association des Etats de la Caraïbe</i>	1	*	*	*	*	1	*	*	*	*
COI	Commission de l'Océan Indien	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0
CPS	Sectérialat général de la Communauté Pacifique Sud	88	5	12	5	0	31	5	12	5	0
OCCAR	Organisation conjointe de coopération en matière d'armement	55	0	30	45	25	*	*	*	*	*
OM	Organisation internationale pour les migrations	21	92	21	28	31	18	78	15	27	31
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	78	131	129	108	44	64	111	*	99	4

H - Sciences et Techniques

		France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
BIPM	<i>Bureau international des poids et mesures</i>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
CERN	Organisation européenne pour la recherche nucléaire	1028	0	273	199	226	226	0	178	148	163
ESO	Organisation européenne de recherches astronomiques dans l'hémisphère austral	53	0	16	95	55	3	0	4	0	2
EUMETSAT	Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques	33	0	33	53	19	29	0	27	34	16
IIF	Institut international du froid	13	0	0	0	0	2	0	0	0	0
LEBM	Laboratoire européen de biologie moléculaire	121	31	166	400	61	5	6	21	65	6
OHI	Organisation Hydrographique Internationale	11	1	3	0	0	4	1	1	0	0
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques	13	25	35	9	3	10	19	15	9	3
OIML	Organisation internationale de métrologie légale	7	0	2	0	0	5	0	2	0	0
OTICE	Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires	10	25	16	12	8	8	18	9	9	6

IV AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

TOTAL

ADMINISTRATEURS

I - Transports

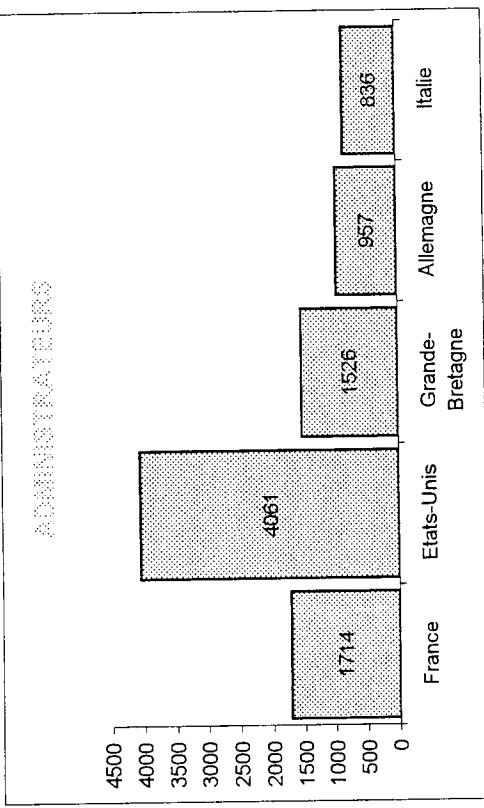
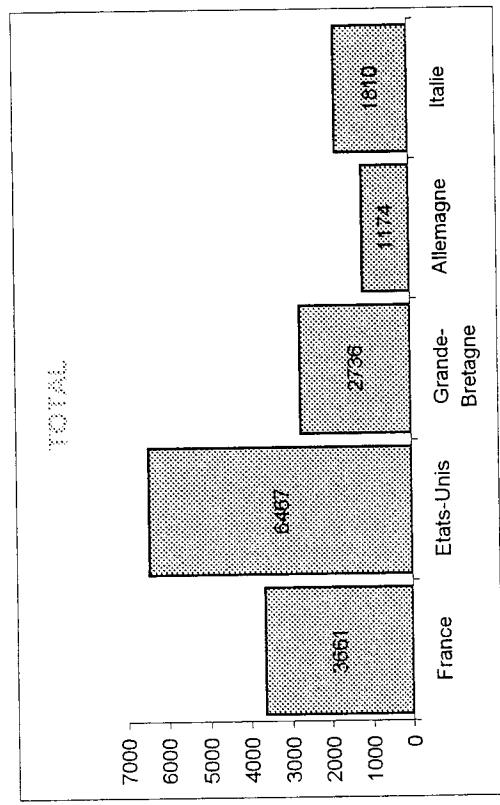
	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Italie
CCNR	Commission centrale de la navigation du Rhin	15	0	0	2	0	6	0	0	2
CM	Commission de la Moselle	*	*	*	*	*	*	*	*	*
EUROCONTROL	Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne	327	0	281	197	69	124	0	120	48
OTIF	Organisation internationale pour les transports ferroviaires	2	0	1	1	0	2	0	1	1
TOTAL IV - AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES										
	3550	828	2040	2696	1080	1527	683	996	1517	643

* Données non disponibles

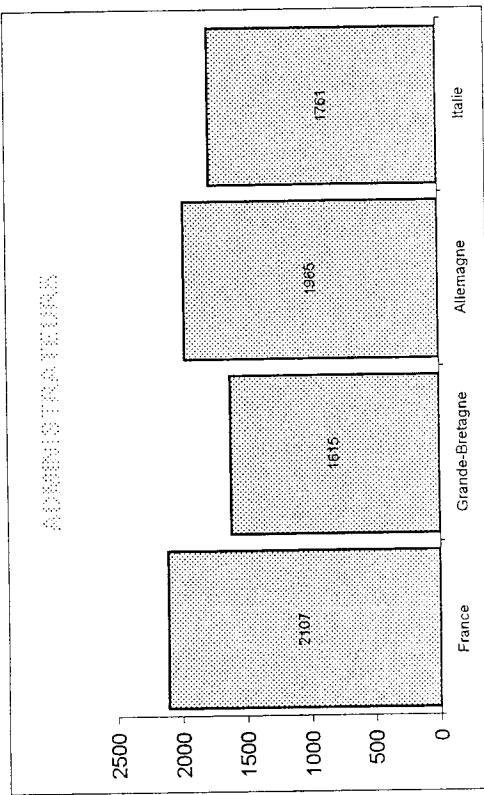
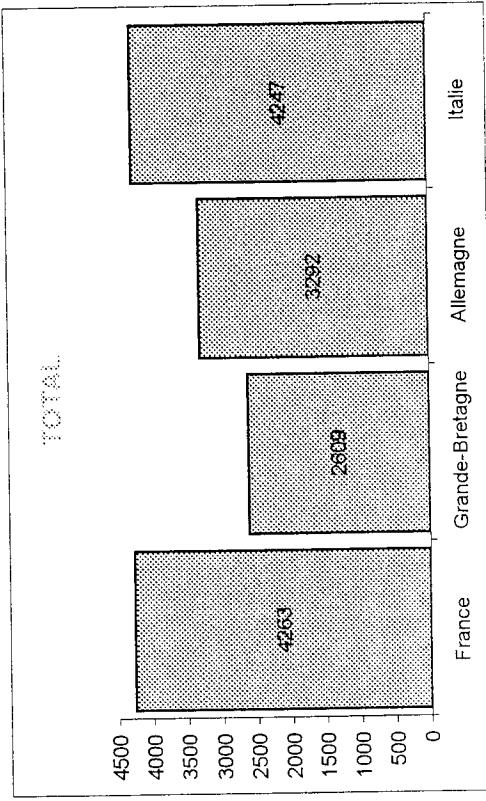
Les lignes décalées sur la droite inscrites en italique sont données pour information mais ne sont pas recompétées dans les effectifs finaux

GRAPHIQUES DES REPARTITIONS PAR NATIONALITE DES EFFECTIFS

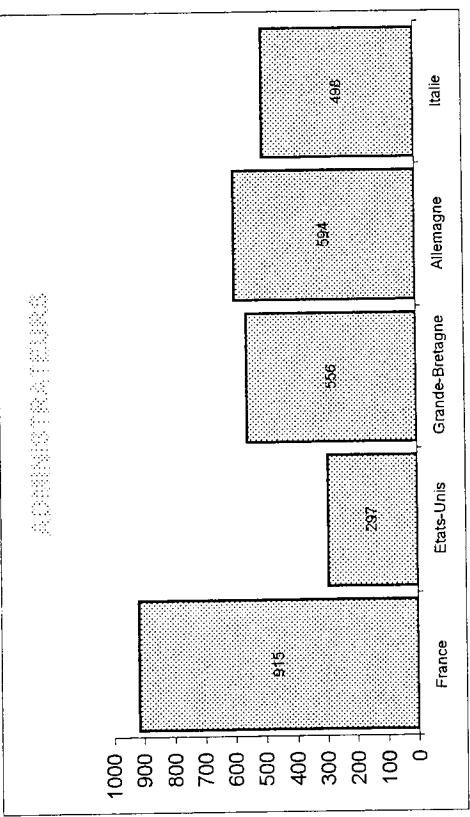
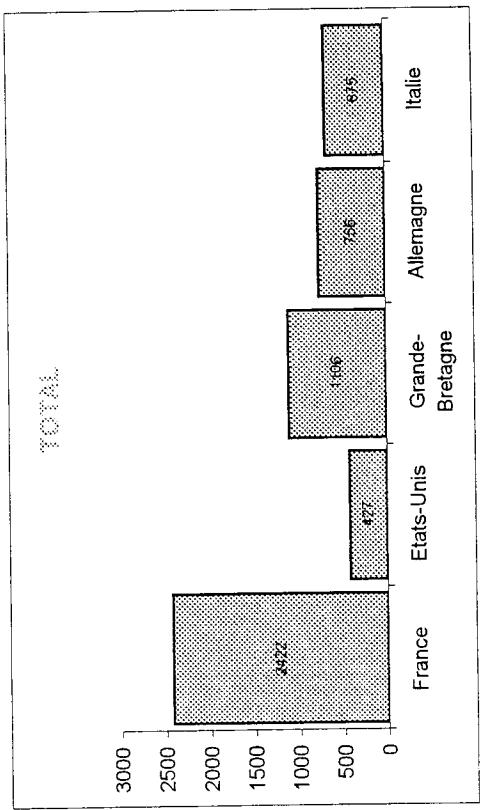
SYSTEME DES NATIONS UNIES



UNION EUROPEENNE



ORGANISATIONS COORDOONNEES



AUTRES ORGANISATIONS

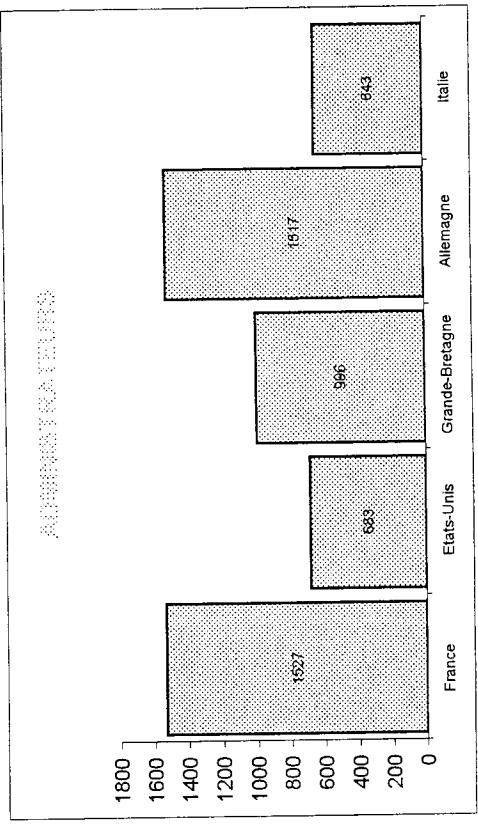
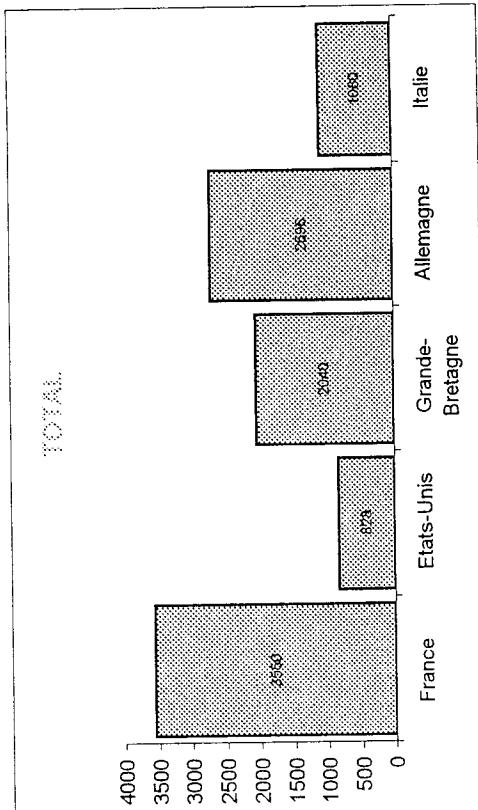


TABLEAU V

REPARTITION DES AGENTS PUBLICS FRANCAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (au 15/06/04)

Organisations	Détachés	Hors Cadre	Mis à disposition	TOTAL	TOTAL au 15/05/03	TOTAL au 15/05/02
I - SYSTEME DE L'ONU	235	27,49%	15	22,06%	24	10,48% soit 23,78%
				185	80,79%	
II - INSTITUTIONS EUROPÉENNES	303	35,44%	29	42,65%	dont 146 à la Commission dont 29 au SGCU (parmi lesquels 15 à l'Etat-Major de l'UE)	63,76% 12,66% 6,55%
III - ORGANISATIONS COORDONNEES	135	15,79%	8	11,76%	7	3,06% soit 13,02%
IV - AUTRES ORGANISATIONS	182	21,29%	16	23,53%	13	5,68% soit 18,32%
TOTAL	855	soit 74,22% de l'ensemble	68 soit 5,90 % de l'ensemble	229 soit 19,88% de l'ensemble	1152	1048 soit 23,78% de l'ensemble

Ces chiffres se fondent sur les dossiers transmis à la Mission des fonctionnaires internationaux avec un retard qui est généralement de plusieurs mois pour les dossiers de détachement

TABLEAU VI

REPARTITION PAR ADMINISTRATION D'ORIGINE DES AGENTS PUBLICS FRANCAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (au 15/06/2004)

Administrations	Détaché	Hors cadre	Mis à disposition		TOTAL au 15/05/2003	TOTAL * au 15/05/2002
			END	autres		
AFFAIRES ETRANGERES (dont IRD)	30	2	7	11	50	37
AGRICULTURE (dont AFFSA, INAO, INRA)	79	2	13	4	98	78
AUTRES ¹	5	1	15	0	21	39
CULTURE	2	0	2	1	5	5
DEFENSE (dont ONERA)	156	1	31	2	190	168
ECOLOGIE (dont IFEN et INERIS)	0	0	4	0	4	2
ECONOMIE (dont INPI, INRIA, INSEE)	176	24	48	10	258	227
EDUCATION NATIONALE (dont CNES, CNF)	143	15	12	6	176	169
EMPLOI (dont INED)	12	1	8	3	24	20
EQUIPEMENT / TRANSPORT (dont IGN)	112	12	21	1	146	149
GRANDS CORPS DE L'ETAT ²	23	2	1	0	26	24
INTERIEUR	36	0	12	2	50	50
JUSTICE	36	0	5	3	44	36
OUTRE-MER	0	0	1	0	1	*
POSTE/FRANCE TELECOM	35	8	3	0	46	43
PREMIER MINISTRE (dont CEA)	5	0	2	0	7	4
SANTE (dont INSERM)	5	0	0	1	6	1
TOTAL	855	68	185	44	1152	1048
						1016

¹Cette rubrique regroupe les effectifs des autorités administratives indépendantes (COB), de l'Assistance publique, de la Banque de France, de la Caisse des Dépôts et Consignations et de l'Administration territoriale, et autres administrations

²Cette rubrique regroupe les effectifs du Conseil d'Etat, du Tribunal des conflits, de la Cour de Cassation et de la Cour des Comptes

* Ces totaux donnent un ordre d'idée mais ne peuvent servir de support de comparaison, la nouvelle distribution des ministères ne permettant plus de se fonder sur la nomenclature adoptée pour les enquêtes précédentes